



22.041

Voranschlag der Eidgenossenschaft 2023 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2024–2026

Budget de la Confédération 2023 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2024–2026

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 29.11.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 29.11.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 29.11.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 29.11.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.11.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.11.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.11.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 01.12.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.22 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.12.22 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 08.12.22 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Wir führen zum Voranschlag zunächst eine allgemeine Diskussion.

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: La Commission des finances s'est réunie les 14 et 15 novembre derniers pour traiter le budget 2023, sur la base des rapports et du travail qui a été effectué dans le cadre des sous-commissions. Ce travail se fait par département, par unité administrative, et il permet d'avoir ensuite une vision d'ensemble sans négliger aucun détail, évidemment.

Je voudrais commencer par remercier chacune et chacun de mes collègues qui ont travaillé autant dans les sous-commissions que lors de la séance de la commission plénière pour traiter ce budget avec sérieux, dans une ambiance constructive, malgré une situation financière de plus en plus fragile, il faut le dire, et qui laisse de moins en moins de marge de manoeuvre. Merci à vous.

Je remercie aussi les secrétaires des sous-commissions, qui nous ont accompagnés tout au long de ce processus. J'adresse un merci particulier au secrétaire suppléant de la Commission des finances du Conseil des Etats, M. Leutert, qui a été fortement impliqué dans un processus qui était loin d'être simple, avec un budget 2023, un supplément au budget 2022, des annonces tardives et, bien sûr, des propositions individuelles. Cela a été un programme chargé.

J'aimerais dire quelques mots par rapport au traitement, d'abord. Contrairement aux autres années, nous avons pris la décision, avec la Commission des finances, de démarrer le traitement lors de notre séminaire de juillet, qui a eu lieu en terres fribourgeoises. Il s'agissait de traiter une première fois le budget de la Confédération 2023 assorti du plan intégré des tâches et des finances, suite à l'adoption matérielle par le Conseil fédéral à la fin juin 2022.

Avant ce changement que nous avons décidé, les Commissions des finances démarraient le traitement lorsque le message était publié par le Conseil fédéral. Cette nouvelle pratique doit permettre d'entrer rapidement dans le sujet et de traiter les généralités avant de se consacrer aux différentes unités administratives.

La deuxième phase du débat a été le débat général en commission plénière sur le budget, qui a eu lieu fin août 2022. Une fois que le débat général a été mené, les sous-commissions ont été chargées d'analyser les budgets des départements qui leur avaient été confiés.



Cela s'est fait durant le mois d'octobre, avant de passer à la seconde séance plénière de la Commission des finances qui a eu lieu il y a moins d'un mois, les 14 et 15 novembre, et qui a été consacrée au traitement spécifique du budget 2023.

On ne peut pas dire que la tâche était simple puisque la marge de manoeuvre est de moins en moins grande, ce qui impacte bien sûr le traitement de ce budget, quand bien même il a été annoncé par le Conseil fédéral que le frein à l'endettement était, cette année encore, respecté. C'est donc à partir du budget 2024 qu'il ne le sera plus, si rien n'est entrepris d'ici là pour assainir la situation. Ces perspectives budgétaires ont bien sûr été au coeur de la discussion. Le Conseil fédéral a d'ailleurs publié, le 19 octobre 2022, un rapport complémentaire au budget, dans lequel on retrouve l'origine des déficits annoncés et qui indique quels autres déficits sont susceptibles de s'ajouter, que ce soit en raison d'une augmentation des dépenses ou d'une diminution des recettes.

Parlons un instant du contexte général. Un déficit extraordinaire de financement de 4,1 milliards de francs est prévu pour la fin 2022, principalement en raison des dépenses nécessaires pour faire face à la pandémie de coronavirus, tout comme à la guerre en Ukraine. Pour donner un ordre de grandeur, le compte d'amortissement de la Confédération, qui englobe donc les recettes et les dépenses extraordinaires, est passé, depuis 2010, d'un solde positif de 4,3 milliards de francs fin 2019 à un solde négatif de 9,8 milliards fin 2020. Cela continue de diminuer puisqu'on avait un solde négatif de 20,3 milliards fin 2021 et qu'un solde négatif de 23,4 milliards est prévu pour la fin 2022. Le rapport complémentaire du Conseil fédéral, dont je viens de vous parler, qui date du 19 octobre, relève bien l'ampleur du défi non pas pour l'année 2023 principalement, mais pour les prochaines années. Je vais en faire aussi un bref résumé, parce que même si l'on parle de 2023, on ne peut pas ignorer la suite.

Selon ce premier rapport et les premières analyses, le déficit structurel sera de 1,1 milliard de francs en 2024, puis de 3 milliards en 2025 et de 3,1 milliards en 2026.

Les déficits ont augmenté par rapport aux chiffres communiqués en juin. Ils sont passés de 1,3 milliard à 3 et 3,1 milliards de francs désormais. Comme vous, la Commission des finances s'est posé la question de savoir d'où venait cette augmentation. Nous avons compris qu'en fait le contre-projet à l'initiative d'allègement des primes (objet 21.063) a été nouvellement intégré dans le plan financier, ce qui explique la dégradation du résultat.

Pour les années 2024 à 2026, nous retrouvons parmi les augmentations les dépenses liées à l'armée, celles liées au contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers (objet 21.501), celles liées au contre-projet à l'initiative d'allègement des primes, sans oublier évidemment les autres: celles entraînées par la hausse des déductions fiscales pour les primes d'assurance-maladie, par l'augmentation du fonds d'infrastructure ferroviaire, par les mesures transitoires et les mesures complémentaires, par la migration en provenance d'Ukraine. A cela s'ajoute la liste des dépenses à venir non encore budgétisées, donc celles qui sont en traitement sous la coupole. On peut notamment mentionner la loi sur le CO₂, l'accueil extrafamilial, le programme Horizon, la migration, la participation complète à Erasmus plus.

Dans la situation actuelle, le rapport fourni par le Conseil fédéral est un bon résumé. Il vient confirmer que le frein à l'endettement ne sera plus respecté dès 2024 et que des mesures seront donc nécessaires. C'est une chose que le Conseil fédéral a déjà prévue. Il a prévu d'agir depuis le début de 2023 en adoptant des mesures de correction, comme il nous l'a annoncé. Ces mesures pourront bien sûr être influencées, que ce soit par nos décisions sur le présent budget, ou par celles sur la modification de loi et les nouvelles lois qui arrivent.

Dans ce contexte très particulier, et avec l'intention d'être aussi constructive que possible, la Commission des finances a demandé à être consultée avant toute communication du Conseil fédéral sur les mesures de correction. Le planning est serré. Donc nous verrons comment cela est possible. En tout cas, la commission inscrira à son calendrier de janvier 2023 une séance voire deux pour tracer les grandes lignes et définir les principes qui devraient être pris en compte au moment de décider des mesures de correction.

AB 2022 S 1149 / BO 2022 E 1149

Nous avons déjà discuté de cela au sein de la commission. Nous avons brièvement parlé. Nous avons émis certains souhaits, notamment la volonté d'avoir une vue globale, de ne pas affaiblir de manière disproportionnée l'un ou l'autre des grands domaines de dépenses, de viser d'abord les diminutions de dépenses plutôt que des augmentations de taxes, vu la pression que la population et l'économie subissent déjà aujourd'hui.

Cela dit, une fois les grandes lignes établies, il s'agira aussi d'analyser les mesures dans le détail, et la commission est bien sûre prête à le faire.

A ce propos, il faut noter que cette situation n'est pas totalement nouvelle pour la Confédération – certains, ici, s'en souviennent mieux que moi –, mais le Conseil fédéral avait déjà dû présenter au Parlement, en 2003,



des mesures pour corriger des déficits structurels qui auraient pu atteindre 6 milliards de francs en 2006. Bien sûr, cela ne veut donc pas dire que la tâche est plus simple, mais cela démontre qu'il est possible de relever le défi, même si cela ne sera évidemment pas sans effort. Parce que, très concrètement, le Conseil fédéral a déjà informé du fait que le financement de nombreux projets n'était pas encore garanti et que la situation budgétaire exigeait une compensation des dépenses engendrées par ces projets.

Alors, on doit bien l'admettre: la tâche n'est pas simple, ni pour le Conseil fédéral, ni pour nous, parlementaires, notamment parce que la réalité pour la population est à prendre en compte, et on ne peut pas imaginer à court terme une augmentation des impôts ou de la TVA, par exemple. Il y a une préoccupation, qui semble aussi être partagée par le Conseil fédéral.

Il faut aussi noter ici qu'un accroissement de la dette n'est pas envisageable pour réduire ce déficit, parce que le frein à l'endettement ne nous le permet pas.

Ce que tout cela signifie, c'est que notre responsabilité est grande, la mission est loin d'être évidente. Toutes les dépenses supplémentaires doivent être compensées, et si l'exercice va être périlleux, on doit surtout le rendre possible tout en veillant au maintien de la qualité de vie, de l'attractivité, tant pour la population que pour l'économie dans notre pays, et en n'oubliant pas qu'un tiers des recettes provient de la TVA et que le solde est en grande partie assumé par les recettes des impôts.

Ces quelques éléments expliquent bien aussi la recommandation de notre commission de ne pas penser en premier lieu à augmenter les recettes, puisque cela pourrait réduire notre attractivité et, donc, indirectement, réduire aussi les recettes à terme.

Je continue et aborde directement le budget 2023. Pour commencer, je vais vous faire un exposé général. Selon le communiqué du Conseil fédéral, ce budget respecte encore les exigences du frein à l'endettement, mais uniquement – et il faut le noter – parce que les coûts de 1,7 milliard de francs liés à l'accueil des personnes qui ont fui l'Ukraine sont comptabilisés à titre de dépenses extraordinaires, ce qui s'explique par le fait que ce n'était pas prévu ni prévisible.

Le budget 2023 qui nous est soumis a été complété par deux annonces tardives. Au total, il prévoit des recettes de 79,8 milliards de francs et des dépenses de 80,5 milliards de francs, ce qui laisse apparaître un déficit de financement ordinaire de quelque 669 millions de francs.

Comme le facteur conjoncturel est supérieur à 1, des dépenses plus élevées que les recettes sont donc autorisées durant une phase conjoncturelle donnée. Avec cette réalité, le budget présenté remplit les exigences relatives au frein à l'endettement et présente même un excédent structurel, soit une marge de manoeuvre budgétaire, de 209 millions de francs, si on s'en tient à la version initiale du Conseil fédéral.

J'ouvre maintenant une parenthèse sur l'évolution des dépenses. Si on fait abstraction des dépenses extraordinaires et des annonces tardives, les dépenses augmentent de 3,4 pour cent, soit légèrement plus que le PIB nominal qui, lui, augmente de 3,2 pour cent, tout comme les recettes ordinaires. Selon le message du Conseil fédéral, les principaux vecteurs de croissance des dépenses sont la prévoyance sociale, la partie des recettes qui est reversée aux cantons ainsi que la sécurité, en particulier l'armée. Au budget 2023, les postes de dépenses qui affichent les hausses les plus marquées en chiffres absolus sont la migration, les contributions de la Confédération aux assurances sociales, l'armée et l'apport au fonds d'infrastructure ferroviaire.

La commission a décidé trois augmentations concrètes de budget pour un montant de 14,1 millions de francs. Je vais y revenir.

A ce stade, avec ces modifications, avec ces trois augmentations, la marge de manoeuvre qui était initialement fixée à 209 millions de francs passerait à 195 millions de francs.

Je vais revenir sur les propositions concernant chaque unité administrative lors de la discussion par article. Cela permettra d'avoir un échange un peu plus dynamique.

Je résume les principaux changements que la commission propose et surtout ceux qui ont une incidence financière par rapport à la version du Conseil fédéral. Il y en a trois principaux, je l'ai dit, ce sont ces 6,2 millions de francs qui seraient consacrés annuellement à la promotion des ventes de vins suisses, ces 3,9 millions de francs pour la préservation des races indigènes d'animaux de rente, et ces 4 millions de francs pour la protection des troupeaux.

D'autres propositions ont été faites et soutenues, mais elles sont toutes sans incidence financière. Il s'agit souvent de conditions ou de précisions quant à l'attribution des montants. J'y reviendrai et je les expliquerai plus en détail lors de la discussion par article.

A ce stade, je tiens à préciser que, en plus de notre séance du mois de novembre, notre commission s'est encore réunie la semaine dernière, le 1er décembre. Le but était d'être aussi efficace que possible et de passer déjà en revue les propositions retenues par le Conseil national, puisque ce dernier a siégé la semaine dernière et qu'il a déjà pris certaines décisions. Cela doit permettre évidemment de gagner du temps – on l'espère –



dans le cadre du traitement du budget et de ne pas créer de divergence de manière inutile.

Je résume brièvement le travail fait dans le cadre de cette séance du 1er décembre. Dix propositions de modification du budget ont été approuvées par le Conseil national, quatre d'entre elles correspondaient à ce que la commission du Conseil des Etats avait déjà validé. Six propositions ont été faites et soutenues par la majorité du Conseil national. Si je les reprends, l'une d'elles n'est plus d'actualité – j'y reviendrai –, une autre correspond à une augmentation réelle du budget, mais elle n'a pas été suivie, et les quatre autres n'ont pas d'incidence financière, mais constituent des précisions; elles concernent la protection des enfants, l'agriculture, la protection de la population et la recherche.

Notre but, lors de cette séance supplémentaire du 1er décembre, était d'abord de nous pencher sur le budget 2023 destiné à l'acquisition des vaccins contre le Covid-19. A la suite de la présentation du budget 2023, ainsi que dans le cadre du traitement du supplément Ib au budget 2022, un rapport a été demandé concernant l'acquisition des vaccins, notamment sur le nombre commandé. Des questions ont notamment été posées quant au nombre de doses qu'il avait été prévu d'acquérir en 2023. On a été informé par un rapport que ce nombre s'élevait à 7 millions pour 3,5 millions de personnes considérées comme vulnérables, ce qui faisait un montant de 164 millions de francs. La commission a ensuite jugé qu'il lui manquait certaines informations souhaitables pour prendre cette décision. Elle a proposé de créer une divergence pour s'assurer de poursuivre la discussion au besoin. C'est ce que nous avons fait le 1er décembre dernier lorsque toutes les informations nous sont parvenues.

La discussion a abouti à la levée de cette divergence, puisque les informations souhaitées ont été livrées. Elles nous ont permis de comprendre la manière dont était déterminé le nombre de doses commandées. La commission propose donc d'en rester au projet du Conseil fédéral et n'apporte aucun changement.

Tous les arrêtés fédéraux en rapport avec le budget ont été approuvés à l'unanimité des membres de la commission. Ce résultat ne signifie évidemment pas que la commission se veut rassurante quant à l'état des finances fédérales, mais cela confirme que les dépenses prévues sont nécessaires.

AB 2022 S 1150 / BO 2022 E 1150

Au terme de la discussion sur le budget et sur le plan intégré des tâches et des finances, la commission a tenu à être proactive par rapport aux exercices futurs, et en particulier à la suite du rapport livré par le Conseil fédéral. Ce rapport souligne notamment que d'importantes mesures de correction seront étudiées et seront requises tout au long des années 2024 à 2026. La commission estime qu'il n'est pas pertinent, en l'absence d'une vue d'ensemble, de proposer déjà des coupes dans le plan financier.

Pour la Commission des finances du Conseil des Etats, les mesures de correction budgétaire doivent être assorties d'une vue d'ensemble qui présente également les tâches et les dépenses liées existantes. Comme le chef du Département des finances a informé la commission que le Conseil fédéral dresserait un état des lieux de la situation budgétaire début 2023, la commission a décidé d'adresser déjà des recommandations au Conseil fédéral, lui rappelant que le temps presse, bien sûr, et que les mesures doivent déjà entrer en vigueur dans le cadre du budget 2024, c'est donc demain pour nous.

Je vous donne un retour sur ces recommandations, puisqu'elles sont importantes. Nous en reparlerons. La commission recommande au Conseil fédéral de définir la suite de la procédure en tenant compte notamment des éléments suivants: d'abord, il serait bon d'avoir une évaluation globale et la définition de mesures prioritaires; ensuite, les mesures d'assainissement doivent aussi, en premier lieu, porter sur les dépenses, et, en second lieu, sur les recettes; de plus, on a insisté sur le fait que le caractère lié ou non des dépenses ne doit pas jouer un rôle majeur dans le choix des mesures d'assainissement; enfin, un élément particulier est à prendre en compte vis-à-vis des cantons: en cas de mesure de réduction dans le domaine des transferts, il convient de prendre contact à ce sujet, dans les meilleurs délais, avec les cantons et avec les autres acteurs concernés, pour qu'ils puissent aussi anticiper les réductions à venir.

Et puis, en dernier recours, des coupes transversales proportionnelles concernant tous les départements doivent être envisagées. Mais c'est vraiment en dernier recours. La suite, donc, au prochain épisode, ou plutôt au premier trimestre 2023, lorsque la Commission des finances aura approfondi la question des perspectives budgétaires. D'ici là, les décisions importantes ayant des conséquences budgétaires auront été prises lors de la présente session, de sorte que nous pourrions y voir plus clair quant à l'évolution financière des prochaines années.

J'interviendrai sporadiquement pour chaque point et vous donnerai les compléments nécessaires.

Hegglin Peter (M-E, ZG): Erlauben Sie mir ein paar Vorbemerkungen zur neuen Rechnungslegung, nicht zum Voranschlag 2023. Angestossen von meiner Motion 16.4018, "Für eine Rechnungslegung, die der tatsächli-



chen Finanz- und Ertragslage entspricht", wurde auf den 1. Januar 2022 das geänderte Finanzhaushaltsgesetz (Vereinfachung und Optimierung der Haushaltssteuerung) in Kraft gesetzt. Die Änderungen werden im Voranschlag 2023 erstmals angewendet. Das bewirkt etwa acht Änderungen in der Berichterstattung, die, meine ich, doch noch relevant sind.

Eine erste Änderung, die wichtigste, ist die Abschaffung der Finanzierungsrechnung. Bisher hatten wir bei der Rechnungslegung des Bundes eine Finanzierungsrechnung, quasi eine "Milchbüechli-Rechnung", bei der wir Einnahmen mit Ausgaben verglichen. Diese wurde ersatzlos abgeschafft. Es gibt trotzdem noch eine Berechnung für den Finanzierungssaldo. Die wird neu aus der Erfolgs- und der Investitionsrechnung abgeleitet. Auch ohne Finanzierungsrechnung wird die Schuldenbremse nach wie vor das zentrale Steuerungsinstrument für den Bundeshaushalt sein. Das ist die erste massgebliche Änderung.

Eine zweite massgebliche Änderung ist die periodengerechte Haushaltsführung. Bisher war diese nur eingeschränkt möglich. Heute und zukünftig ist das besser, dabei werden die Einnahmen und Ausgaben breiter definiert. Die Bildung und die Auflösung von Rückstellungen und Abgrenzungen unterstehen neu auch der Schuldenbremse. Bislang galt das nur in Ausnahmefällen, insbesondere für Rückstellungen der Verrechnungssteuer, für Agios und Disagios. Ich denke, zukünftig sollte es bei den Rückstellungen keine Bemerkungen und Vorbehalte der Finanzkontrolle mehr geben. Denn neu ist die Regelung im Gesetz enthalten und fliesst entsprechend in Voranschlag und Rechnung ein.

Drittens gibt es eine breitere Definition der Nettoschulden. Die Nettoschulden beinhalten neu analog zum harmonisierten Rechnungsmodell der Kantone (HRM2) das gesamte Fremdkapital inklusive Rückstellungen und Abgrenzungen. Damit entspricht der Finanzierungssaldo weitgehend der Veränderung der Nettoschulden. Es gibt viertens eine weitere Änderung beim Ausweis der Erfolgs- und der Investitionsrechnung. Die Ausgaben in der Erfolgs- und der Investitionsrechnung werden neu nach funktionaler Sicht gezeigt. In der Erfolgsrechnung zeigt das Zwischentotal der Selbstfinanzierung alle schuldenbremsenwirksamen Aufwände und Erträge.

Eine fünfte Massnahme sind die Verschiebungen zwischen Erfolgs- und Investitionsrechnung. Einlagen und Entnahmen bei Spezialfonds und Spezialfinanzierungen, inklusive der Kantonsbeiträge, werden neu netto im Transferaufwand erfasst. In der Investitionsrechnung werden nur noch Fondseinlagen erfasst, welche zu Verwaltungsvermögen in der Bundesrechnung führen. Die Kantonsbeiträge für den Bahninfrastrukturfonds (BIF) werden neu in der Erfolgsrechnung erfasst, bisher waren sie in den Investitionseinnahmen. Dividendeneinnahmen werden neu als Investitionseinnahmen ausgewiesen.

Zukünftig verzichtet man im Voranschlag auf einen Anhang. Ich glaube, ein technischer Anhang in der Rechnungslegung ist richtig, aber es braucht ihn nicht im Voranschlag.

Es gibt auch einen Wechsel bei der Berechnung der direkten Bundessteuer. Bisher war das auf die verbuchten Einnahmen abgestützt. Neu werden sie auf die Steuerforderung abgestützt. Das heisst, die Kantone waren diesbezüglich gefordert, die zu budgetierenden Zahlen neu anders zu berechnen.

Schlussendlich gibt es ein vereinfachtes Nachtragsverfahren für die Verwaltungseinheiten. Sie müssen keine Nachträge mehr beantragen, wenn die Überschreitung nicht mehr als 1 Prozent respektive maximal 10 Millionen Franken beträgt. Das heisst, entsprechend wurden auch die Ausgabenplafonds der einzelnen Verwaltungseinheiten gekürzt.

Mit all diesen Änderungen – ich habe jetzt acht wesentliche Änderungen aufgezählt – gleicht sich die Rechnungslegung des Bundes derjenigen der Kantone an. Zukünftig sollten also die Rechnungen aller öffentlichen Institutionen, Gemeinden, Kantone und des Bundes vergleichbarer und leichter lesbar sein.

Ich danke der Verwaltung für die grosse Umsetzung dieser Bestimmungen. So, wie ich es jetzt gespürt habe, hat man diese Änderungen in den Kommissionen gut aufgenommen. Es gab keine grossen Diskussionen. Anscheinend hat die Finanzierungsrechnung, die wir über die Jahre in der Bundesrechnung fortgeführt haben, niemandem gefehlt. Das heisst, dass es eine gelungene Anpassung ist. Ich danke der Verwaltung nochmals.

Ich komme noch zu den Zahlen: Ja, im Voranschlag 2023 ist die Schuldenbremse eingehalten. Der Bundesrat hat, mit den Nachmeldungen, eine Reserve von doch 209 Millionen Franken ausgewiesen. Wir, die ständerätliche Kommission, kommen jetzt auf einen Saldo von fast 280 Millionen Franken. Der Grund ist die Impfstoffbeschaffung, welche wir leider nicht streichen können. Ich glaube, wir hätten letzten Sommer härter sein und die Kürzung grösser machen sollen.

Insgesamt trage ich alle Mehrheitsanträge im Voranschlag mit. Ich finde, das ist eine gute Lösung, und es wäre meines Erachtens auch falsch gewesen, schon im Voranschlag 2023 zu substanziellen Kreditkürzungen oder Sparmassnahmen zu greifen. Ich glaube, es ist eher besser, dann in den Finanzplanjahren anzusetzen. Ihre Kommission hat entsprechende Instrumente beschlossen und den Bundesrat



aufgefordert, ihr entsprechend Bericht zu erstatten. Sie hat auch beschlossen, mittels einer Motion den Bundesrat zu beauftragen, eine vertiefte Prüfung der Bundesausgaben vorzunehmen und uns im Parlament auf Basis eines umfassenden Berichtes Antrag zu stellen. Er soll nicht nur ungebundene Ausgaben, sondern auch gebundene Ausgaben kürzen können. Ich meine, es sollten dabei nicht nur die Aufgaben geprüft werden. Die Prüfung sollte vielmehr auch den Personalaufwand einschliessen.

Zudem, gerade wenn ich die Digitalisierung anspreche, ist es so, dass wir Hunderte von Millionen Franken für die Digitalisierung ausgeben. Was aber fehlt, sind die Synergieeffekte, die dann zurückgespielt werden. Diese Synergieeffekte müssen zukünftig besser ausgewiesen werden. Wir sollten auch schauen, was die Kreditbeschlüsse bewirken und was mit der Digitalisierung eingespart werden kann.

Ich schliesse mit diesen Bemerkungen, die mir im Zusammenhang mit der Rechnungslegung eben noch wichtig schienen. Bezüglich Voranschlag und Finanzplan bin ich natürlich für Eintreten und somit für den Mehrheitsantrag.

Maurer Ueli, Bundesrat: Nach der ausführlichen Berichterstattung beschränke ich mich auf einige wesentliche Aspekte, um das noch einmal zusammenzufassen.

Die Änderung des Rechnungsmodells hat Ihnen Herr Hegglin ausführlich erklärt. Es ist, wie wenn man umgezogen ist: Es ist nichts mehr am alten Ort, man muss die Dinge suchen. Aber ich bin überzeugt, dass es letztlich eine Verbesserung sein wird.

Nun zum Budget 2023: Es hat insgesamt ein Finanzierungsdefizit von 4,8 Milliarden Franken. Diese 4,8 Milliarden Franken entstehen insbesondere durch die ausserordentlichen Ausgaben. Hier haben wir 1,7 Milliarden für Schutzsuchende aus der Ukraine im Budget. Wir gehen bei diesen Zahlen davon aus, dass wir im nächsten Jahr 100 000 Personen mit Schutzstatus S haben werden. Im Moment liegt diese Zahl bei gut 80 000. Die Budgetannahme ist, dass wir das ganze nächste Jahr 100 000 haben werden. Das ist dann auch nicht eine Ausnahme, das ist zulässig. Aber das zeigt, wie knapp wir im Budget sind, wenn wir diese Schutzsuchenden ausserordentlich verbuchen müssen. Diese 1,7 Milliarden Franken, die wir im Budget einstellen, haben im Rahmen der ordentlichen Schuldenbremse nicht Platz.

Dann sind die 4 Milliarden Franken für den Expo-Schutzschirm noch einmal eingestellt, als Zahlungskredit für das nächste Jahr. Festzuhalten ist, dass dieser Kredit noch nicht beansprucht wurde. Wir sind eigentlich relativ zuversichtlich, dass er auch im neuen Jahr nicht beansprucht werden wird. Aber wir sind diese Verpflichtung eingegangen, daher finden Sie das im Budget. Das zum ausserordentlichen Bereich.

Beim ausserordentlichen Bereich werden wir aber wohl davon ausgehen müssen, dass die ausserordentlichen Zahlungen der Nationalbank nicht erfolgen werden. Die Nationalbank, das haben Sie gehört, hatte Ende September ein Defizit von 142 Milliarden Franken. Sie wird nicht in der Lage sein – davon gehen wir heute aus, und das wird sich bewahrheiten –, für dieses ablaufende Geschäftsjahr eine Zahlung zu machen. Das Geld fehlt uns dann eben im ausserordentlichen Bereich. Das heisst, dass sich der Abbau der ausserordentlichen Schulden verzögern wird. Wir haben das zum Abbau dieser Schulden eingerechnet. Wir haben dort zwölf Jahre vorgesehen und eine Verlängerung auf sechzehn Jahre. Das wird mit dieser Rechnung der Nationalbank ja vermutlich dann eintreffen. Das Gleiche ist übrigens natürlich auch im ordentlichen Budget der Fall. Dort gehen wir nicht davon aus, dass eine Zahlung der Nationalbank erfolgt. Sie ist aber noch im Budget inbegriffen.

Wir hoffen, dass es damit das letzte Mal ist, dass wir Ihnen im ausserordentlichen Bereich ein Budget unterbreiten müssen. Die ausserordentlichen Schulden werden sich Ende dieses Jahres auf knapp 25 Milliarden Franken belaufen. Dazu kommen jetzt noch die Ausgaben, die wir noch einmal für die Ukraine beschliessen müssen; sie werden sich dann Ende des nächsten Jahres wahrscheinlich irgendwo bei 27 Milliarden Franken bewegen. Das war es zu den ausserordentlichen Positionen im Budget, die zu diesem Defizit von 4,8 Milliarden Franken führen.

Im ordentlichen Budget haben wir mit dem K-Faktor die Möglichkeit, ein Defizit von 877 Millionen Franken zu budgetieren. Wir unterschreiten dies; mit Ihrem Budgetvoranschlag werden wir bei 601 Millionen Franken liegen. Das heisst, die Schuldenbremse ist eingehalten. Auch hier gibt es eine Klammerbemerkung: Wir haben im Budget 2023 die ordentlichen Zahlungen der Nationalbank budgetiert, die nach heutiger Erkenntnis nicht eintreffen werden, d. h., das Budget ist eigentlich zu optimistisch. Das ist aufgrund des Gesetzes grundsätzlich zulässig, denn wir vermuten ja nur, dass die Nationalbank keine Ausschüttung machen wird. Das wird sich dann definitiv zeigen, wenn sie den entsprechenden Abschluss vorgenommen hat. Aber aufgrund unserer Gesetze können und müssen wir das eigentlich einmal so vorsehen. Die Rechnung wird also schlechter abschliessen als das Budget, weil die Einnahmen nicht dem angenommenen Ausmass entsprechen.

Ebenfalls als Klammerbemerkung: Das Budget basiert auf der BIP-Prognose vom Juni, die für nächstes Jahr noch ein Wachstum von 3,2 Prozent vorgibt. Wir machen ja diese Prognose nicht selbst, sondern die Experten-



gruppe des Bundes macht sie, und alle Institute haben ihre Wachstumsprognosen jetzt nach unten reduziert. Wir müssen also für einmal auch sagen, dass wahrscheinlich auch die Einnahmen nicht zu pessimistisch budgetiert sind. Wir sind dann froh, wenn wir sie erreichen, je nachdem, wie sich die Konjunktur und die Wirtschaft im nächsten Jahr weiterentwickeln.

Das waren zwei Vorbehalte zu diesem Budget bzw. zwei Punkte, die im Auge zu behalten sind.

Wir werden im Rahmen der Detailberatung auf die Bildung zu sprechen kommen. Dort geht es um die Frage von Horizon. Es sieht im Moment leider nicht danach aus, dass wir ein Abkommen abschliessen können, das nächstes Jahr noch finanzwirksam wird. Deshalb haben wir dort entsprechende Übergangsbestimmungen für die Bildung vorgesehen.

Sonst bewegt sich das Budget im Rahmen der letzten Jahre und enthält keine ausserordentlichen Positionen. Die Emotionen werden, wie immer, beim Wein und bei den Wölfen hochgehen. Dort gibt es Punkte, die diskutiert werden müssen. Aber insgesamt ist das Budget 2023 auf Kurs und bewegt sich im Rahmen der Schuldenbremse. Da sind wir mit einem blauen Auge davongekommen – mit den Einschränkungen, die ich gemacht habe.

Ich komme noch kurz auf die Finanzplanung für die nächsten Jahre zu sprechen. Auch diese haben wir hier schon mehrmals diskutiert. Wir rechnen im Moment mit Finanzierungsdefiziten von zwischen 1 und 3 Milliarden Franken. Nun geht es darum – so würde ich einmal sagen –, keine neuen Ausgaben zu beschliessen, die nicht finanziert sind. Denn das führt sonst zu grösseren Sparmassnahmen. Hier hat der Ständerat bereits erste Beschlüsse im Zusammenhang mit dem Gegenvorschlag zur Prämien-Entlastungs-Initiative gefasst. Es sind all diese Punkte, die noch zur Diskussion stehen. Wir müssen einfach wissen: Für die Einhaltung der Schuldenbremse in den Finanzplanjahren sind Verzicht unumgänglich, sonst ist das nicht möglich. Wenn wir nicht auf neue Ausgaben verzichten, dann heisst das oder kann das heissen, dass ein relativ rigoroses Sparprogramm nötig wird. Denn insgesamt ist doch davon auszugehen, dass sich die Wirtschaft in den nächsten Jahren eher seitwärts entwickelt und nicht massiv zulegt.

Es lässt sich aber insgesamt sagen: Wir können mit Blick auf das Jahr 2023 ruhig schlafen. Für die folgenden Jahre lohnt es sich aber, manchmal wach zu werden und sich zu überlegen, was wir noch machen könnten, um hier die Kurve zu kriegen.

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

AB 2022 S 1152 / BO 2022 E 1152

Detailberatung – Discussion par article

Sofern nichts anderes vermerkt ist:

- **beantragt die Kommission Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates;**
- **stimmt der Rat den Anträgen der Kommission zu.**

Sauf indication contraire:

- **la commission propose d'adhérer à la décision du Conseil national;**
- **le conseil adhère aux propositions de la commission.**

Departement des Innern – Département de l'intérieur

316 Bundesamt für Gesundheit

318 Bundesamt für Sozialversicherungen



316 Office fédéral de la santé publique
318 Office fédéral des assurances sociales

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: J'aborde les trois annonces tardives du Département fédéral de l'intérieur. Votre commission vous propose de suivre le Conseil fédéral et de prendre acte des annonces tardives qui concernent les vaccins et les assurances sociales.

S'agissant des vaccins: l'augmentation des coûts due aux vaccins s'élève à 6 millions de francs. Rappelons que la Confédération assume les coûts liés à la remise des vaccins qui ne sont pas – ou pas entièrement – pris en charge par les assurances sociales. La planification pour 2023 se réfère à l'hypothèse de la Commission fédérale pour les vaccinations et à l'OFSP, qui recommandent d'administrer les vaccins uniquement aux personnes vulnérables, conformément à ce qui nous a aussi été dit dans le cadre des travaux de commission. Ce groupe de personnes pourrait bien sûr aussi être étendu en fonction de l'évolution de la pandémie, comme cela nous a été expliqué, mais pour l'instant, c'est ce qui est prévu.

La deuxième annonce tardive fait suite à la hausse des prix de l'énergie. Dans ce contexte, le Conseil fédéral a décidé de relever les montants maximaux pris en compte par les prestations complémentaires de l'AVS et de l'AI. Il s'agit d'une augmentation pour les loyers, les charges accessoires, les frais de chauffage tout comme la couverture des besoins vitaux. Ces mesures engendrent des coûts supplémentaires de 20,9 millions de francs pour les prestations complémentaires de l'AVS et de 10,7 millions de francs pour celles de l'AI. Le but de ces mesures est d'atténuer le poids sur les revenus modestes en adaptant les montants maximaux pris en compte pour les charges auxquelles font face les personnes à l'AVS ou à l'AI. La commission soutient cette intention.

Angenommen – Adopté

Justiz- und Polizeidepartement Département de justice et police

420 Staatssekretariat für Migration
420 Secrétariat d'Etat aux migrations

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Ici, je vais parler de deux annonces tardives du Conseil fédéral qui concernent le Département fédéral de justice et police. La commission propose aussi de suivre le Conseil fédéral.

Après avoir entendu la conseillère fédérale en charge du département au sujet de ces annonces tardives, la commission a validé le montant supplémentaire demandé pour faire face à l'augmentation du nombre de demandes d'asile. C'est un montant de 14,5 millions de francs qui est demandé. Les causes sont multiples. Il y a les difficultés d'approvisionnement en énergie et en céréales, il y a les incertitudes économiques, l'intensification de la pression dans certaines régions qui ne font que renforcer les flux migratoires en direction de l'Europe. Cette évolution exige des ressources humaines et financières supplémentaires, ce que la commission n'a pas remis en question après avoir pu traiter en détail les besoins. L'objectif visé ici par le Conseil fédéral est de réduire le nombre de dossiers en suspens. La commission soutient cette intention.

La deuxième annonce tardive concerne une diminution du montant dédié à la collaboration internationale dans le domaine des migrations. C'est la conséquence du fait que l'accord avec l'Union européenne n'a pas été signé, et que donc la première contribution à l'instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas, dans le cadre de la gestion intégrée des frontières, ne sera pas versée. Cela représente une diminution de 63 millions de francs.

Angenommen – Adopté



Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
Département de la défense, de la protection de la population et des sports

504 Bundesamt für Sport
504 Office fédéral du sport

Antrag der Mehrheit
A231.0108 Sportverbände und andere Organisationen
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit
(Carobbio Guscetti, Rechsteiner Paul, Stöckli, Thorens Goumaz)
A231.0108 Sportverbände und andere Organisationen
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la majorité
A231.0108 Fédérations sportives et autres organisations
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité
(Carobbio Guscetti, Rechsteiner Paul, Stöckli, Thorens Goumaz)
A231.0108 Fédérations sportives et autres organisations
Adhérer à la décision du Conseil national

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Il s'agit d'une augmentation de 360 000 francs qui avait été demandée et soutenue par le Conseil national. Par contre, elle a été rejetée par votre Commission des finances par 9 voix contre 4. Une minorité a été déposée et sa porte-parole, Mme Carobbio Guscetti, la défendra par la suite.

Le Conseil national a ajouté des moyens supplémentaires pour un montant de 360 000 francs, destinés à améliorer l'éthique dans le sport, à savoir au service du signalement. On a eu une discussion le 1er décembre dernier sur cette augmentation. En soi, le but n'a pas été remis en question, c'est clair. Par contre, pas mal de questions ont été posées quant à l'utilisation de ces moyens supplémentaires et surtout quant à l'opportunité d'augmenter les moyens à ce stade du traitement du budget.

La majorité de la commission n'a pas jugé pertinent d'augmenter ces moyens sans connaître les détails de leur mise en oeuvre et de leur utilisation. Le DDPS est en train d'analyser la pertinence et le besoin d'une telle augmentation sur la base de l'expérience tirée de 2022. Il doit prochainement en tirer les conclusions. C'est à ce moment – et si le Conseil fédéral estime que le besoin est avéré – que la commission pourra traiter une augmentation dans le cadre d'un supplément ou d'un prochain budget.

La commission vous propose, par 9 voix contre 4, d'adhérer au projet du Conseil fédéral.

Carobbio Guscetti Marina (S, TI): La rapporteuse a déjà expliqué ce qui est en jeu. Je vous invite à adhérer à la décision du Conseil national, qui a approuvé l'augmentation de l'aide

AB 2022 S 1153 / BO 2022 E 1153

financière de 360 000 francs destinés au service de signalement de Swiss Sport Integrity. Cette somme correspond à la part de la Confédération pour ce service, le reste – soit 40 pour cent – est assumé par les organisations sportives.

Pourquoi ce soutien est-il important? Le 1er janvier de cette année, la fondation Antidoping Suisse est devenue Swiss Sport Integrity. Parallèlement à l'activité de lutte contre le dopage, elle gère également un service de signalement et d'enquête relatif au manquement à l'éthique dans le sport en Suisse. Je rappelle qu'au Parlement, et donc aussi dans notre conseil, nous avons beaucoup discuté de la question de la nécessité d'instaurer un service de signalement national pour les athlètes afin qu'ils puissent signaler tout abus survenant dans le domaine du sport, qu'il s'agisse de violence physique, psychique ou sexuelle, de mobbing ou d'autres abus de pouvoir. Cette mesure concerne non seulement le sport d'élite, mais aussi le sport populaire.

Ce service a donc été voulu par le Parlement, comme je le disais. Des motions ont été déposées, aussi dans notre conseil; la motion 20.4331, qui a été adoptée, chargeait le Conseil fédéral de mettre en place ce service.



Maintenant, ce service existe, et ce qui a été constaté depuis le 1er janvier, c'est une augmentation importante du nombre de personnes qui ont demandé de l'aide à ce service de signalement. Au 30 septembre dernier, il y avait déjà plus de 200 cas, et ce chiffre est supérieur à ce que l'organisation attendait.

Il y a donc une réelle nécessité d'avoir ce service. C'est pourquoi le Conseil national a proposé une augmentation de 360 000 francs de son budget, que je vous invite à approuver. Il est vrai qu'il y aura une évaluation, mais il est vrai aussi qu'il y a maintenant une augmentation des signalements, soit du nombre de personnes qui demandent de l'aide à ce service.

Et sans cette augmentation, plus de temps sera nécessaire pour répondre à ces demandes. La question de l'éthique est vraiment importante dans le sport, comme je l'ai dit tout à l'heure, tant pour le sport d'élite que pour le sport populaire.

Je vous invite ainsi à suivre le Conseil national et à éliminer cette divergence.

Müller Damian (RL, LU): Sie kennen die Diskussion. Als wir die Meldestelle von Swiss Sport Integrity eingeführt haben, war ich sehr skeptisch. Ich lege Ihnen mein Mandat als Präsident des Schweizerischen Verbandes für Pferdesport offen, eines der grössten Sportverbände dieses Landes, und muss Ihnen heute den Minderheitsantrag Carobbio Guscetti beliebt machen.

Weil wir die Organisation geschaffen haben, gibt es heute sehr viele Fälle aus dem Breiten- und Spitzensport. Die Fälle lassen sich im Moment nicht in einem anständigen Zeitraum bearbeiten. Das heisst, dass man zum Teil über neun bis zwölf Monate – die Meldestelle gibt es erst seit dem 1. Januar dieses Jahres – benötigt, um überhaupt die Fälle zu bearbeiten. Ich sage es Ihnen hier deutsch und deutlich: Wenn Sie solche Fälle in Ihren Verbänden haben, wenn Sie selber betroffen sind, sind Sie bemüht, relativ zügig zu einem Resultat zu kommen. Ich mache es ungerne, weil es einmal mehr zu einem Kostenwachstum beiträgt – deshalb war ich sehr zurückhaltend, als wir in der Beratung die Installation besprochen haben –, aber ich sehe heute den Stau, den man nur auflösen kann, wenn man genügend Ressourcen zur Verfügung stellt. Alles andere würde der Stelle nicht gerecht.

Deshalb bitte ich Sie, ausnahmsweise der Minderheit zu folgen.

Maurer Ueli, Bundesrat: Wir sind eigentlich nicht unterschiedlicher Auffassung. Wir stellen auch fest, dass die Anzahl an Anfragen massiv gewachsen ist und dass ein Bedarf besteht, diese abzubauen. Wir haben sozusagen eine Differenz zwischen der Finanzverwaltung, die sagt, die Reserven seien hoch genug, man könne das bewältigen, die Organisation verfüge über diese Reserven, und dem Sport, der findet, er brauche eine Aufstockung dieses Budgets. Im Nationalrat war diese Aufstockung praktisch unbestritten. Wenn Sie ihr zustimmen, gehen wir davon aus, dass dann allenfalls die Reserven steigen würden. Wir sind aber der Meinung, dass die Organisation handeln kann, weil sie über genügend Reserven verfügt. Daher bitte ich Sie, bei der Mehrheit Ihrer Finanzkommission und beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben.

Vielleicht nur noch als Ergänzung: Bei der zweiten Position "Internationale Sportanlässe" ging es um die Staffel-Weltmeisterschaften, die inzwischen aber nicht an die Schweiz, sondern an die Bahamas vergeben wurden. Der Nationalrat wird diese Position dann auch wieder korrigieren können, weil die zusätzlichen Mittel nicht notwendig sind.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.041/5478)

Für den Antrag der Mehrheit ... 23 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 18 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Antrag der Kommission

A231.0109 Internationale Sportanlässe

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

V0383.00/A231.0109 Leichtathletik Staffel-WM 2024

Streichen

Proposition de la commission

A231.0109 Manifestations sportives internationales

Adhérer au projet du Conseil fédéral

V0383.00/A231.0109 Athlétisme CM de relais 2024

Biffer



Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: M. le conseiller fédéral vient de nous donner l'information relative à cette deuxième augmentation. Effectivement, le Conseil national proposait une augmentation de 650 000 francs. Cela visait les championnats du monde de relais en 2024 à Lausanne qui ont été, entre temps, attribués à un autre pays.

La commission a donc jugé que cette position n'était plus nécessaire. J'imagine que le Conseil national reviendra également sur sa décision.

Angenommen – Adopté

Finanzdepartement – Département des finances

605 Eidgenössische Steuerverwaltung

605 Administration fédérale des contributions

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Je reviens ici sur les trois annonces tardives du Département fédéral des finances, ainsi cela sera plus rapidement fait.

Comme pour les précédents départements, la commission ne propose pas d'adaptation, mais elle suit le Conseil fédéral et elle valide également les annonces tardives.

Ce sont des annonces qui concernent une augmentation des recettes du côté de l'impôt anticipé pour un montant de 15 millions de francs; cela fait suite au rejet du projet de réforme de l'impôt anticipé. Il en va de même pour la part des cantons dans l'impôt anticipé qui augmente de 1,5 million de francs. Cette votation avait aussi eu un impact sur l'estimation du droit de négociation, et sa diminution avait été estimée à 25 millions de francs, ce qui est désormais corrigé par cette annonce tardive à la suite de la décision populaire.

Angenommen – Adopté

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

701 Generalsekretariat WBF

701 Secrétariat général du DEFR

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: A cette position, nous avons affaire à un transfert de 35 millions de

AB 2022 S 1154 / BO 2022 E 1154

francs. Cela n'a donc pas d'incidence sur le budget. La commission propose la réaffectation, neutre sur le plan budgétaire, de 35 millions de francs qui était prévue initialement au titre de contribution obligatoire pour la participation au programme Horizon. Ce transfert bénéficierait à l'encouragement de l'innovation, donc à Innosuisse. Cette proposition a été acceptée par 11 voix contre 1. Le montant est compensé à la position 750.A231.0276 "Programmes de recherche de l'UE".

Maurer Ueli, Bundesrat: Diese Verschiebung ist aus unserer Sicht nicht notwendig. Denn Sie haben schon in den Nachtragskrediten für dieses Jahr 44 Millionen Franken für Innosuisse bewilligt. Dieser Betrag wird nicht gebraucht werden oder nur sehr wenig davon, weil einfach keine Projekte notwendig sind. Wenn Sie wieder eine Verschiebung vornehmen, wird auch dieser Betrag grundsätzlich wieder als Kreditrest übrig bleiben. Der Bundesrat hat ja vorgesorgt, indem er aufgrund der Anträge, die wir gestellt haben, eine Verschiebung von 86 Millionen Franken vornehmen kann. Eine weitere Verschiebung ist also wirklich nicht notwendig. Denn Sie kreieren damit Kreditreste. Der Bundesrat hat ja schon mehrmals versichert, dass er die Bildung und Forschung auf den Konten und auf den Positionen, die zur Verfügung stehen, unterstützt. Solange kein Horizon-Vertrag abgeschlossen ist, haben wir diese Übergangsbestimmungen.

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Verlangen Sie eine Abstimmung, Herr Bundesrat?

Maurer Ueli, Bundesrat: Nachdem Einigkeit in Ihrem Rat besteht und der Nationalrat das auch so beschlossen hat, mache ich einfach darauf aufmerksam, dass damit zu viel Geld für Innosuisse budgetiert ist. Sie schmälern



damit Ihren Handlungsspielraum auch bei der Schuldenbremse, was mir eigentlich nicht unsympathisch ist. Es ist zwar eine Verschiebung, aber sie macht keinen Sinn. Stimmen Sie darüber ab, wenn Sie das wollen. Nachdem Ihre Kommission darauf aber auch nicht angesprochen hat, nehme ich das zur Kenntnis.

Angenommen – Adopté

*708 Bundesamt für Landwirtschaft
708 Office fédéral de l'agriculture*

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: On a une augmentation de 3,9 millions de francs, somme destinée à la préservation des races indigènes d'animaux de rente. Cela découle du train d'ordonnances agricoles 2022, qui prévoit de modifier l'ordonnance sur l'élevage, de sorte que toutes les races indigènes d'animaux de rente au statut critique ou menacé bénéficient d'un soutien financier.

Cette modification trouve son origine dans la motion Rieder 21.3229, que nous avons acceptée, visant à préserver les races indigènes d'animaux de rente. Or, la mise en oeuvre prévue entend financer ces nouvelles mesures de soutien avec le budget ordinaire. Cela signifie que, si l'on procède ainsi, il y aurait une réduction des fonds des programmes de soutien existants au détriment d'autres races. Pour respecter le texte de la motion et pour ne pas pénaliser d'autres races, il convient de relever de 3,9 millions ledit budget.

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Möchten Sie sich noch zur Position 708.A231.0229 äussern, Frau Berichterstatte(r)in?

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Il s'agit d'une augmentation du budget de 6,2 millions de francs par année, comme je l'ai mentionné au début de mon rapport. Ces 6,2 millions de francs seraient attribués à la promotion de la qualité et des ventes de vin suisse. Nous avons eu une discussion en commission sur cette proposition. Dans ce domaine, il a été reconnu que la concurrence étrangère pesait lourd sur la vitiviniculture suisse. Une augmentation substantielle et stable permettrait une approche à plus long terme pour l'avenir de la branche. Le crédit a donc été accepté à l'unanimité moins 1 voix.

Angenommen – Adopté

*750 Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation
750 Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation*

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Il s'agit là aussi d'un transfert. En fait, ces 50 millions de francs n'ont pas d'incidence sur le budget. La commission vous propose la réaffectation, neutre sur le plan budgétaire, de 50 millions de francs. Ils étaient initialement prévus au titre de la contribution obligatoire pour la participation au programme Horizon, qui serait au bénéfice des institutions chargées d'encourager la recherche. Cette proposition a été adoptée par 10 voix contre 0 au sein de la commission. Le montant de 50 millions de francs est donc compensé à nouveau à la position 750.A231.0276, "Programmes de recherche de l'UE".

Angenommen – Adopté

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

*805 Bundesamt für Energie
805 Office fédéral de l'énergie*

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Pour cette position, il s'agit simplement d'une clarification. Il s'agit ici d'une annonce tardive relative au montant de 4 milliards de francs qui était prévu initialement suite à la demande d'aide d'Axpox Holding AG pour faire face au besoin de liquidités. Cette demande n'a pas donné lieu à un soutien en 2022; cela ne devrait pas être le cas d'ici la fin de l'année. Le montant est donc reporté au budget 2023 pour qu'Axpox Holding AG puisse avoir ce soutien en cas de besoin lié à l'évolution du marché de l'électricité.

Angenommen – Adopté



810 Bundesamt für Umwelt
810 Office fédéral de l'environnement

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Il s'agit d'une proposition individuelle qui avait été traitée et acceptée à l'unanimité des membres de la commission, à savoir une augmentation de 4 millions de francs de la position destinée à la protection des troupeaux contre les attaques de grands prédateurs, en particulier du loup, qui sont de plus en plus fréquentes notamment avec l'augmentation du nombre de ces prédateurs dans nos contrées.

Cette augmentation financière fait écho aux motions traitées allant dans ce sens. Cela a été accepté par notre commission à l'unanimité.

Angenommen – Adopté

2. Bundesbeschluss la über den Voranschlag für das Jahr 2023 **2. Arrêté fédéral la concernant le budget pour l'année 2023**

Eintreten ist obligatorisch
L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

AB 2022 S 1155 / BO 2022 E 1155

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2

...

a. Aufwänden von 81 393 294 100 Franken;

...

c. einem Jahresergebnis von 339 032 500 Franken.

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2

...

a. des charges de 81 393 294 100 francs;

...

c. un résultat annuel de 339 032 500 francs.



Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Die Berichterstatte(r)in bestätigt, dass die Zahlen unverändert bleiben.

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Auch hier bleiben die Zahlen unverändert.

Angenommen – Adopté

Art. 3

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 3

... auf 86 172 148 500 Franken ... um 194 654 954 Franken.

Abs. 4

... auf 86 172 148 500 Franken gekürzt ...

Art. 3

Al. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 3

... à 86 172 148 500 francs ... de 194 654 954 francs ...

Al. 4

... à 86 172 148 500 francs ...

Angenommen – Adopté

Ausserordentlicher Zahlungsbedarf

Besoins financiers extraordinaires

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.041/5479)

Für Annahme der Ausgabe ... 41 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté



Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.041/5480)

Für Annahme der Ausgabe ... 43 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 5

Antrag der Kommission

Abs. 1

...

c. Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

...

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 5

Al. 1

...

c. Adhérer au projet du Conseil fédéral

...

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 6–11

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 22.041/5481)

Für Annahme des Entwurfes ... 42 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2023

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2023

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

AB 2022 S 1156 / BO 2022 E 1156

Anhang 1 – Annexe 1

Departement des Innern – Département de l'intérieur

305 Schweizerisches Bundesarchiv

305 Archives fédérales suisses

Antrag der Mehrheit

LG1: Informationsmanagement

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Herzog Eva, Carobbio Guscetti, Ettlin Erich, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

LG1: Informationsmanagement

– Neue Messgrösse: (Physische) Öffnungszeiten des Bundesarchivs (Tage/Woche)

– Neuer Sollwert: VA 2023: 4

Proposition de la majorité

GP1: Gestion de l'information

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Herzog Eva, Carobbio Guscetti, Ettlin Erich, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

GP1: Gestion de l'information

– Nouveau paramètre: Heures d'ouverture (physiques) des Archives fédérales (jours/semaine)

– Nouvelle valeur-cible: B 2023: 4

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Une proposition nous a été faite dans le cadre du traitement du budget du Département fédéral de l'intérieur au sein de la commission. Cette demande concernait les Archives fédérales, en particulier les jours d'ouverture pour la consultation des documents. Elles sont aujourd'hui ouvertes durant trois jours par semaine; la dépositaire de la demande souhaitait voir le nombre de jours passer de trois à quatre, pour en augmenter l'accès.

Nous avons eu une discussion à ce sujet, puisque nous jugeons que cet accès doit être aussi large que possible. Il nous a été confirmé que, avec la numérisation, l'accès est dorénavant de plus en plus large. De plus, la numérisation accroît autant l'accès que la rapidité d'accès. Tout est donc sur la bonne voie pour l'instant. Vu les contraintes financières et l'absence de garantie que ce changement améliore l'accès aux documents souhaités, la commission a donc refusé cette demande, par 6 voix contre 6, avec la voix prépondérante de la présidente. Une minorité a été déposée.

Herzog Eva (S, BS): Ich beantrage Ihnen, hier dem Minderheitsantrag zuzustimmen und die Messgrösse auf 4 zu erhöhen, also vier Öffnungstage statt drei. Im Moment – die Berichterstatterin und Präsidentin unserer Finanzkommission hat es gesagt – ist der Lesesaal des Bundesarchivs während dreissig Stunden pro Woche an drei Tagen geöffnet. Dies ist schon weniger als bei der Nationalbibliothek, aber auch weniger als bei vielen kantonalen Archiven. Zudem gibt es eine Sommerpause von drei Wochen – gerade in einer Zeit, in der viele Forschende auch aus dem Ausland, aber auch solche, die Semesterferien haben, der Forschung nachgehen möchten.



Die Argumente gegen eine Verlängerung liegen zum einen bei der Auslastung. Man sagt, die Auslastung betrage nur 70 Prozent. Aber hier kann man die Frage von Huhn oder Ei stellen: Wenn die Öffnungszeiten nicht attraktiv sind, dann kommen die Leute auch nicht. Die Diskussion kommt nicht zum ersten Mal. Es gab auch schon einmal eine Reduktion der Öffnungszeiten. Die Begründung war immer die Digitalisierung. Mit der Digitalisierung sei es nicht mehr notwendig, dass die Forschenden physisch im Bundesarchiv vor Ort seien. Mich hat interessiert, ob das möglicherweise zutrifft. Die Auskunft, die ich bekommen habe, hat mich erstaunt und darin bestärkt, diesen Minderheitsantrag aufrechtzuerhalten: Gerade physisch kann man pro Tag bis zu zwölf Dossiers im Lesesaal einsehen, während man nur ein Dossier aufs Mal digital bestellen kann, und die Wartefristen betragen zwischen zwei und sechs Wochen – eine erstaunliche Auskunft, die darauf hinweist, dass die Digitalisierung noch nicht so weit fortgeschritten ist, wie man sich das wünschte. Das soll man selbstverständlich durchaus weiter vorantreiben. Aber im Moment ist es noch nicht so.

Es sollte auch nicht so sein, dass Digitalisierung und physische Anwesenheit gegeneinander ausgespielt werden. Beides ist wichtig. Die Quellen vor Ort physisch einzusehen, ist einfach etwas anderes, da appelliere ich als Historikerin an Sie. Das ist wichtig, der Zugang ist ein anderer.

Was sowieso für diesen Antrag spricht, ist der Umstand, dass er nicht mehr kostet. Man rechnet damit, dass es 100 000 Franken kostet, diesen zusätzlichen Öffnungstag möglich zu machen. Aber er soll im Budget aufgefangen werden, im Budget von 20 Millionen Franken des Bundesarchivs. Das sollte möglich sein. Wir sollten hier einfach das Signal aussenden, dass das zu tun ist.

Ich bitte Sie, den Forschenden, insbesondere jenen zur Schweizer Geschichte, einen besseren Zugang zum Bundesarchiv zu ermöglichen und dem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Français Olivier (RL, VD): Le paradoxe est que nous investissons énormément dans la numérisation et que, ici, on demande d'augmenter la présence du personnel pour donner une plus grande accessibilité. C'est contradictoire. Alors que l'on améliore l'accessibilité par la numérisation, on demande une plus grande présence au sein des archives alors qu'il n'y a pas de demande particulière. On ne sait pas trop d'où vient cette requête. A la sous-commission 3 (DFI/DETEC), qui est responsable de cette unité administrative, nous étions très surpris de cette demande. On ne peut pas d'un côté investir dans la numérisation et, d'un autre côté, exiger davantage de présence physique durant les heures d'ouverture. D'autant plus qu'à terme, cela génèrera automatiquement des augmentations de charges de personnel et d'exploitation des Archives fédérales suisses.

Aussi je vous recommande, comme notre présidente, de rejeter cette minorité et de suivre le projet du Conseil fédéral.

Stark Jakob (V, TG): Gäbe es mehr als ein Bundesarchiv, würde etwas Wettbewerb herrschen, wäre das Bundesarchiv an allen fünf Tagen der Woche offen. Ich empfehle Ihnen aus zwei Gründen, den Minderheitsantrag zu unterstützen: erstens für die Förderung der Leistungsbereitschaft junger Menschen und zweitens für die Förderung von Schweizer Geschichte.

Die Förderung von leistungsbereiten jungen Menschen, insbesondere Phil.-I-Studenten und -Studentinnen – ich war auch einmal einer von ihnen –, ist nicht so schlecht. Wenn sich junge Menschen daran stören, dass dieses Archiv nur drei Tage pro Woche offen ist, dann müssen wir etwas tun. Wenn diese jungen Menschen vier oder fünf Tage dort sein und studieren und arbeiten wollen, meine Damen und Herren, dann müssen wir ihnen das ermöglichen. Ansonsten wäre es ein ganz falsches Signal, das wir senden.

Der zweite Punkt: Die Schweizer Geschichte, das wissen Sie, ist unter Druck. Es gibt Universitäten in diesem Land, die den Lehrstuhl für Schweizer Geschichte abgeschafft haben. Das ist eigentlich ein Skandal. Aber ich sage Ihnen, wenn Sie hier die Öffnungszeiten einschränken, dann wird das Interesse am Fach Schweizer Geschichte eben auch reduziert, weil man nicht durchgehend dort arbeiten kann, weil es nicht effizient organisiert ist.

Setzen Sie deshalb ein Zeichen, fördern Sie die Leistungsbereitschaft junger Studentinnen und Studenten, und fördern Sie die Schweizer Geschichte! Stimmen Sie bitte der Minderheit Herzog Eva zu.

AB 2022 S 1157 / BO 2022 E 1157

Maurer Ueli, Bundesrat: Es überkommt einen bei dieser Budgetberatung fast ein bisschen Nostalgie. Früher hatten wir Differenzen, die garantierten, dass man in die Einigungskonferenz ging. Jetzt haben wir erst zwei kleine beim Sport.

Das würde eigentlich dazu aufrufen, diese Nostalgie weiterzuführen und hier eine Differenz zu schaffen. Ich würde Ihnen trotzdem davon abraten. Fakt ist natürlich, dass auch das Bundesarchiv immer mehr Unterlagen digital zur Verfügung stellen kann und damit die Belastung des Lesesaals eindeutig zurückgeht. Unter diesem



Aspekt bitte ich Sie, den Betrag hier nicht zu erhöhen, denn es kostet natürlich wieder, es braucht Personal. Wir gehen ja weiter auf dem Weg, mehr digitale Unterlagen zur Verfügung zu stellen. Fakt ist einfach, es kommen weniger Leute nach Bern, weil man auch elektronisch Zugang zu den Unterlagen hat. Es ist aus unserer Sicht nicht notwendig, aus Nostalgiegründen das Bundesarchiv länger zu öffnen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.041/5482)

Für den Antrag der Mehrheit ... 21 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 20 Stimmen

(0 Enthaltungen)

**Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
Département de la défense, de la protection de la population et des sports***506 Bundesamt für Bevölkerungsschutz**506 Office fédéral de la protection de la population*

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Nous vous proposons de vous rallier à la décision du Conseil national, qui a adapté les objectifs en matière de protection de la population. Pour être honnête, aux yeux de la commission, ce point est proche du micromanagement, mais il n'est pas nécessaire de créer une divergence sur le budget sur ce point.

Nous vous proposons de vous rallier à l'adaptation des objectifs décidée par le Conseil national.

Maurer Ueli, Bundesrat: Ich stelle keinen anderen Antrag. Ich mache einfach darauf aufmerksam, dass sich die Ausbildung gerade in einem Umbruch befindet und mit den Kantonen neu aufgegleist wird. In dieser Situation dürfte es schwierig sein, dieses Ziel zu erreichen. Aber wir können es ja einmal versuchen. Wir nehmen zur Kenntnis, dass Sie mehr Zufriedenheit möchten – daher stelle ich keinen anderen Antrag. Aber vielleicht wird das Ziel dann nicht erreicht.

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Besten Dank für diese Warnung, Herr Bundesrat!

*Angenommen – Adopté***Anhang 2 – Annexe 2****Departement für auswärtige Angelegenheiten
Département des affaires étrangères***202 Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten**202 Département fédéral des affaires étrangères***Antrag der Mehrheit**

A231.0336 Entwicklungszusammenarbeit Länder des Ostens

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Français, Gapany, Würth)

A231.0336 Entwicklungszusammenarbeit Länder des Ostens

Die im Budgetentwurf des Bundesrates für zivile Hilfe an die Ukraine vorgesehenen Mittel werden um 25 494 400 Franken aufgestockt. Diese Hilfe kommt ausschliesslich zivilen Infrastrukturen vor Ort zugute.

Proposition de la majorité

A231.0336 Coopération au développement, pays de l'Est

Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition de la minorité*

(Français, Gapany, Würth)

A231.0336 Coopération au développement, pays de l'Est

Les ressources prévues dans le projet de budget du Conseil fédéral au titre de l'aide civile en Ukraine sont augmentées de 25 494 400 francs. Ces ressources sont destinées uniquement aux infrastructures civiles sur place.

Français Olivier (RL, VD): Comme vous vous en rappelez sous aucun doute, nous avons voté un montant complémentaire dans le crédit-cadre sur la stratégie de la coopération internationale; il s'agissait du projet relatif à la période 2021–2024. Cette décision permettait d'octroyer 1,9 million de francs de plus à la coopération économique au développement des pays de l'Est. Il est clair que, quand le projet a été élaboré, la guerre en Ukraine n'existait quasiment pas ou, en tout cas, on annonçait un événement dramatique de courte durée. Or, il dure. Cela fait 290 jours que les populations ukrainiennes, qu'elles soient à tendance russe ou à tendance purement ukrainienne, sont affectées par ce conflit. Aujourd'hui, ce sont plus de 500 localités qui sont touchées, qui se retrouvent en plein hiver sans électricité. L'absence d'électricité a aussi des conséquences sur l'alimentation en eau; les bombardements relativement importants entravent tout simplement la circulation de l'eau "potable" et affectent aussi des infrastructures civiles, en particulier les hôpitaux.

Aujourd'hui, en Ukraine, que ce soit à Kiev ou à Kherson, la température de jour est négative. Aujourd'hui, des populations civiles souffrent de manière assez conséquente. Elles ont un besoin de moyens, et je ne parle pas ici de moyens militaires, mais de moyens civils. Il s'agit tout simplement de soutenir cette population et de l'accompagner ou, en tout cas, de limiter les souffrances liées à cette guerre du froid.

Parce que c'est la guerre du froid que nous vivons en ce moment, et dans laquelle les uns comme les autres essayent de se protéger au mieux. Je rappelle que la population civile des différentes villes, que ce soit Kharkiv ou Kherson, n'a pas la possibilité de fuir, d'être accueillie dans une autre ville en Ukraine ou de se rendre dans un pays comme le nôtre. La Suisse, de ce côté, a un rôle important à jouer, qui est d'aider les populations civiles, qu'elles soient à tendance ukrainienne ou à tendance russe, et d'accompagner ces personnes qui sont en souffrance. Il est vrai que, dans le département, des projets sont en discussion et peuvent être mis en oeuvre, mais il y a aussi urgence aujourd'hui compte tenu du conflit.

La question qui a été posée est de savoir, au cas où ce 1,9 million de francs serait mis à disposition de l'Ukraine, comment le distribuer.

A ce jour, la Croix-Rouge internationale est présente. Elle est sans aucun doute l'ONG la plus performante – il y en a peut-être d'autres, mais je ne les connais pas – pour accompagner ces projets et pour éviter le détournement des moyens financiers que l'on pourrait octroyer. Telle était la grande question au sein de la commission: faire en sorte que ce qui est mis en oeuvre arrive directement auprès de la population, et que cet argent ne soit pas détourné.

Aussi, avons-nous clairement exprimé au sein d'une minorité relativement forte – puisque nous étions 5 contre 5, et c'est la voix prépondérante du président qui a tranché –, qu'au titre de l'aide civile en Ukraine, on augmente de 1 894 400 francs les ressources à disposition de la population ukrainienne. Si, demain, ce montant ne devait pas suffire dans le crédit-cadre,

AB 2022 S 1158 / BO 2022 E 1158

on pourrait en rediscuter. Il y a urgence aujourd'hui, et il y a urgence à débloquer cet argent en direction de l'Ukraine, et exclusivement de l'Ukraine, pour ces moyens.

Je vous demande de suivre la minorité qui, comme je vous l'ai dit, est issue d'un vote de 5 voix contre 5.

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Comme l'a fait le porte-parole de la minorité, je vais faire un résumé général sur ces propositions, que l'on retrouve en pages C5 et C7 du dépliant. Elles concernent d'une part la coopération au développement pour les pays de l'Est, donc le DFAE, et d'autre part – cette fois-ci concernant le DEFR – une modification pour le développement économique des pays de l'Est et la contribution aux investissements.

Ces propositions n'ont pas d'incidence sur le montant des crédits budgétisés concernés. Il s'agit de réaffecter des moyens en faveur d'investissements en Ukraine, ou plutôt de réserver une partie du montant qui était prévu pour la destiner à l'Ukraine.

Concernant le DFAE d'abord, l'idée est d'affecter 25,5 millions de francs aux infrastructures civiles en Ukraine, sous l'angle de l'aide au développement. Concernant le DEFR, il s'agit d'affecter 1,9 million de francs aux infrastructures civiles, sous l'angle du développement économique, cette fois-ci. Enfin, il est proposé d'affecter



19 millions de francs également à l'Ukraine, sous l'angle cette fois-ci des contributions à l'investissement, ce qui signifie que ce montant devrait être intégralement utilisé pour l'aide civile en Ukraine.

Ce qui a été rappelé par le Conseil fédéral lors de la séance de la commission et à la suite des questions que nous avons posées, c'est que ces montants sont déjà prévus pour certains pays. Le fait de les réserver à l'Ukraine signifierait que d'autres pays en seraient privés. C'est l'argument principal qui a été donné par le Conseil fédéral lors du traitement.

Les trois propositions ont été votées et ont été rejetées à la majorité. Vous avez entendu, juste avant moi, le porte-parole de la minorité.

Hefti Thomas (RL, GL): Ich bitte Sie, die Minderheit zu unterstützen, wie sie eben von Kollege François vertreten worden ist, und dies in allen drei Fällen: hier beim EDA und dann später auf der Seite C7 zweimal beim WBF.

Ich habe entsprechende Anträge in der Subkommission 2 der Finanzkommission eingereicht und blieb in der Minderheit. Das änderte sich auch im Plenum der Kommission nicht, doch die Minderheit ist stärker geworden. Als damals noch amtierender Ratspräsident habe ich die Minderheitsanträge den Gepflogenheiten entsprechend nicht mitunterzeichnet. Was ist die Idee hinter diesen Minderheitsanträgen?

Entstanden sind die Anträge unter dem Eindruck der speziell seit Oktober stark zunehmenden systematischen Bombardierung durch Russland von zivilen ukrainischen Infrastrukturen: Wasser, Heizung, Elektrizität, Schutzeinrichtungen, Brücken usw. Zufälligerweise traf ich am Tag nach Einreichung der Anträge im Zug von Glarus nach Zürich meinen Standeskollegen Mathias Zopfi, der eben aus der Ukraine zurückgekehrt war. Er berichtete, dass effektiv systematisch eben auch zivile Einrichtungen zerstört werden. Es geht mit diesen Anträgen nicht um humanitäre Nothilfe, es geht nicht um Waffen, es geht um Mittel für Reparaturen an zerstörten, oft lebenswichtigen zivilen Infrastrukturen.

Ich habe auf die mahnenden Worte von Bundesrat Maurer gehört, habe nicht das Budget aufgestockt, sondern nach Mitteln innerhalb des Budgets gesucht – allerdings mit einer Leitlinie, nämlich der Leitlinie, niemandem etwas wegzunehmen im Vergleich zum Vorjahresbudget. Das heisst, es werden einzig die Aufstockungen im Vergleich zum Vorjahresbudget zugunsten der Hilfe an die Ukraine gewidmet. Das ergibt in allen drei Posten gut 46 Millionen Franken. Wenn man weiss – und das geht aus den Unterlagen hervor, die der Kommission vorlagen –, dass sonst 25 bis 30 Millionen Franken für die Hilfe an die Ukraine vorgesehen sind, so kommt man auf einen Betrag in der Grössenordnung von rund 70 Millionen Franken.

Der Antrag hat in der Kommission keine Mehrheit gefunden. Weshalb nicht? Ich möchte auf die vier wesentlichen Argumente eingehen:

1. Es wurde gesagt, es sei ein lächerlicher Betrag. Nun, 46 Millionen Franken sind doch kein lächerlicher Betrag! Das ist immerhin 1,5-mal so viel, wie im Budget 2023 ohnehin bereits für Hilfe an die Ukraine vorgesehen ist. Zugegeben, der Betrag ist auch nicht hoch. Wenn wir diese Anträge jedoch annehmen, steht im Budget ab dem 1. Januar 2023 ein Betrag von etwa 70 Millionen Franken bereit, um eingesetzt zu werden. Selbstverständlich gibt es bei Bedarf auch das Mittel des Nachtrages, und dies auch für andere Regionen der Welt.

2. Man hat gesagt, man kenne keine genauen Projekte. Das ist eigentlich erstaunlich. Man muss sich nur mit den Nachrichten befassen, sei es über Bild, Ton oder anderes. Man erfährt so, dass an mehreren Orten praktisch jeden Tag eine Wasserversorgung, eine Trafostation oder eine Infrastrukturanlage der Bahn oder der Elektrizitätsversorgung kaputt geschossen oder bombardiert wird. Es gibt dort Hunderte von Projekten. Denken Sie daran, dass die Schweiz ein bisschen vorangegangen ist: Im Sommer hat Bundespräsident Cassis in Lugano eine Konferenz eröffnet und geleitet, die sich mit der Ukraine und mit der Hilfe an die Ukraine befasste, allerdings erst für die Zeit nach dem Abklingen der feindlichen Handlungen. Bundesrat Cassis war aber auch in Kiew, und zwar im Oktober. Er verschaffte sich dort einen Eindruck von der Situation. Unter diesem Eindruck stünde es uns gut an, die gut 46 Millionen Franken umzuwidmen, damit wir sofort – ab dem 1. Januar, sobald das neue Budget zur Anwendung kommt – profitieren können. Es handelt sich um Zuwächse, es wird also niemandem etwas weggenommen werden.

3. Es wurde gesagt, die vorliegenden Anträge würden andere Vorhaben von SECO und DEZA behindern. Nein, eben nicht! Denn im Vergleich zum Vorjahr wird nicht gekürzt. Und bevor das Budget nicht beschlossen ist, kann man an anderen Orten auch nicht mit Budgetbeträgen rechnen.

4. Schliesslich wurde noch gesagt, in der Ukraine herrsche viel Korruption, was uns eigentlich davon abhalten solle, diese Mittel zu sprechen. Dieses Argument sticht überhaupt nicht. Denken Sie daran, wohin die Gelder der DEZA und des SECO bei der Entwicklungshilfe und der internationalen Zusammenarbeit gehen: in viele Länder, die auf dem Korruptionsindex weit oben stehen. Mit diesem Argument könnten wir die Beträge in der DEZA und im SECO gerade um die Hälfte kürzen. Das will ja auch niemand, und ich habe es auch nie gewollt.



Alles in allem, als Fazit: Machen Sie es möglich, dass die Schweiz ausserhalb der Nothilfe gewisse Mittel hat – selbstverständlich nicht für Waffen, sondern für die Reparatur von ziviler Infrastruktur, die täglich zerbombt wird. Die Ukraine hat die UNO-Charta auf ihrer Seite, sie hat auch die Mehrheit der UNO-Generalversammlung auf ihrer Seite. Diese Leute kämpfen für unsere Werte, täglich, unter misslichen Bedingungen. Sprechen wir das Geld, und machen wir die Minderheit zu einer Mehrheit!

Maurer Ueli, Bundesrat: Der Bundesrat möchte in die gleiche Richtung gehen. Sie beraten ja nachher bei den Nachtragskrediten unsere sogenannte Winterhilfe von 100 Millionen Franken, die wir zusätzlich beantragen. Darin sind grundsätzlich auch Reparaturarbeiten und die Unterstützung der Infrastrukturen vorgesehen. Bei diesem Winterpaket sehen wir in etwa, was man mit dem Geld machen kann. Bei dieser Erhöhung hier können wir einfach nicht garantieren, dass das Geld tatsächlich für den Wiederaufbau verwendet wird beziehungsweise dass wir dann dafür geeignete Projekte finden.

Der Bundesrat ist der Meinung, dass einerseits das Winterpaket als Soforthilfe umsetzbar ist und dass andererseits aufgrund der aktuellen Entwicklung auch im nächsten Jahr primär Unterstützung im humanitären Bereich notwendig sein wird. Die Wiederaufbauhilfe, wie sie gefordert wird, wird wohl auch international abgestimmt werden müssen. Wir schliessen nicht aus, dass wir dann auch im nächsten Jahr mit Nachtragskrediten und konkreten Projekten kommen werden,

AB 2022 S 1159 / BO 2022 E 1159

sobald die Entwicklung weiter beurteilt werden kann. Wir sind einfach vorsichtig dabei, jetzt Gelder zu bewilligen und zu sagen, diese seien für den Wiederaufbau, ohne dass wir konkret irgendein Projekt sehen, das dann auch realisiert werden kann.

Wir sind aber auch der Meinung, dass die Wiederaufbauhilfe ein gewichtiges Projekt sein wird und sein muss, dass aber im Moment zur Beruhigung und zur Stabilisierung der Situation insbesondere humanitäre Hilfe zu leisten ist. Im EDA ist bei der DEZA dafür auch ein Kredit von insgesamt 400 Millionen Franken eingestellt. Der kann aufgeteilt werden mit Schwerpunkt auf die Ukraine.

Wir würden Ihnen empfehlen, einmal die weitere Entwicklung abzuwarten, die 100 Millionen Franken Winterhilfe im Nachtragskredit zu bewilligen, hier im humanitären Bereich mit den bestehenden Krediten diese Stabilisierung zu unterstützen und dann, in Anbetracht der weiteren Entwicklung, konkrete Projekte zu lancieren. Wir schliessen nicht aus, dass es dann entsprechende Nachtragskredite geben wird. Diese Wiederaufbauhilfe, das muss man schon auch sehen, wird dann ein sehr grosses internationales Projekt sein, das uns während Jahren beschäftigen wird. Wir werden versuchen, dort eine Rolle zu spielen.

Wir glauben, wenn wir die Situation vor Ort anschauen, dass es noch nicht angebracht ist und dass es keinen Sinn macht – so wünschenswert es natürlich wäre –, wenn die Schweiz jetzt etwas im Mikrobereich machen würde. Das müsste dann im Rahmen eines Gesamtkonzepts sein.

Wir bitten Sie also, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.041/5483)

Für den Antrag der Minderheit ... 19 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 16 Stimmen

(7 Enthaltungen)

Departement des Innern – Département de l'intérieur

318 Bundesamt für Sozialversicherungen

318 Office fédéral des assurances sociales

Antrag der Mehrheit

A231.0247 Kinderschutz/Kinderrechte

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Stark, Hefti, Hegglin Peter, Knecht)

A231.0247 Kinderschutz/Kinderrechte

Streichen



*Proposition de la majorité*

A231.0247 Protection et droits de l'enfant
Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Stark, Hefti, Hegglin Peter, Knecht)
A231.0247 Protection et droits de l'enfant
Biffer

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Ici votre commission, par 7 voix contre 4 et 2 abstentions, vous propose de vous rallier au Conseil national pour qu'un montant soit attribué à la protection des enfants et des jeunes. Précisons peut-être que cette décision du Conseil national ne porte pas sur une modification du montant mais sur une autre utilisation.

Le crédit concerné "protection et droits de l'enfant" a été augmenté de 390 000 francs dans le cadre du débat sur le budget 2022. Le but est d'assurer un financement pendant la phase de transition, jusqu'à ce que la mise en place de la motion Noser 19.3633 prévoyant la création d'un service de médiation pour les droits de l'enfant soit pleinement atteinte. Cette modification a été liée, par le Parlement, à la condition de soutenir un projet pour lequel il n'existe malheureusement pas de base légale. Comme cette motion n'a pas encore été mise en oeuvre, il n'existe pas de base légale; c'est la raison pour laquelle l'Administration fédérale des finances a dû bloquer ce crédit. Le Conseil national a ensuite décidé de donner la possibilité de comptabiliser le crédit "protection et droits de l'enfant" et de l'utiliser pour des projets similaires à celui poursuivi par la motion Noser, à savoir le renforcement de ce service de médiation pour les droits de l'enfant. Il s'agit donc d'une sorte de réaffectation dans le même sens et le même esprit, mais maintenant avec une base juridique. Le sens et l'esprit de la motion seraient respectés, et le blocage du crédit nécessaire pour des raisons formelles pourrait donc être supprimé.

Stark Jakob (V, TG): Hier geht es nicht darum, etwas zu kürzen oder zu ergänzen. Es geht darum, ob man die Offenheit, die im Voranschlag ist, einschränken will.

Vielleicht erinnern Sie sich: Wir haben am 12. März 2020 die Motion Noser 19.3633, "Ombudsstelle für Kinderrechte", mit 23 zu 20 Stimmen knapp angenommen. Nun wird an der Umsetzung gearbeitet. Da werden verschiedene Fragen zu klären sein, insbesondere auch, wie die Ombudsstelle organisiert wird, wer sie betreibt.

Jetzt ist es so, dass relativ schnell eine Stiftung gegründet worden ist, nämlich die Ombudsstelle Kinderrechte Schweiz. Nun will man dieser Stiftung über den Voranschlag schon mehr Mittel zukommen lassen. Da ist es wesentlich, dass wir uns überlegen, wie die Reihenfolge ist. Und wie ist also die Reihenfolge? Richtig ist, dass wir den Bundesrat die rechtliche Grundlage ausarbeiten lassen, dass wir die heutigen Mittel auch an anderen Stellen verwenden – bei Pro Juventute oder bei der Anlaufstelle Kindes- und Erwachsenenschutz – und dass wir uns nicht über den Prozess des Voranschlages für die eine oder andere Organisation einspannen lassen. Das ist Sache des Bundesrates. Insbesondere braucht es eben auch eine rechtliche Grundlage, die noch zu erstellen ist.

Deshalb beantragt meine Minderheit, dass wir hier keine Vorgaben machen, sondern dass die Mittel nach bestem Wissen und Gewissen durch den Bundesrat verwendet werden – selbstverständlich auch für Kinderschutz und Kinderrechte.

Maurer Ueli, Bundesrat: Ich bitte Sie, hier dem Antrag der Minderheit zu folgen. Wir haben bereits vor einem Jahr über diesen Kredit diskutiert. Sie haben ihn bewilligt, und wir haben gesagt, die Rechtsgrundlage bestehe noch nicht. Sie besteht auch jetzt nicht, daher wurde dieser Kredit gesperrt. Wir können ja nur Mittel verwenden, für die eine Rechtsgrundlage besteht.

Sie möchten diese Mittel nun, abweichend vom ursprünglichen Zweck, zusätzlich an Organisationen verteilen, für die bereits eine Rechtsgrundlage besteht. Es ist ja nicht so, dass 400 000 Franken den Finanzhaushalt retten würden. Aber wenn Sie Aufgabenüberprüfungen und Verzichtplanungen fordern, ist es auch nicht angebracht, dass Sie diese Mittel jetzt einfach anders verteilen, weil die Rechtsgrundlage noch nicht besteht. Aus diesem Grund bitte ich Sie, dem Antrag der Minderheit zu folgen.

Wir kommen ja mit dieser Rechtsgrundlage, es gibt eine entsprechende Motion. Aber 400 000 Franken, verteilt auf andere Organisationen für Kinder, bringen sozusagen auch die Kinder nicht vorwärts. Sie greifen hier zudem einmal mehr in die Kompetenz der Kantone ein. Denn die Zuständigkeit für die Verteilung dieser Mittel



liegt eigentlich bei den Kantonen. Sie haben immer wieder gefordert, Aufgabenteilungen zu berücksichtigen und Rücksicht darauf zu nehmen.

Es ist aus unserer Sicht nicht notwendig, diese 400 000 Franken anders zu verteilen. Warten Sie doch auf die Rechtsgrundlage, und dann können wir diese Motion umsetzen; wir bearbeiten sie.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.041/5484)

Für den Antrag der Minderheit ... 27 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 14 Stimmen

(1 Enthaltung)

AB 2022 S 1160 / BO 2022 E 1160

**Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
Département de la défense, de la protection de la population et des sports**

504 Bundesamt für Sport

504 Office fédéral du sport

Antrag der Mehrheit

A231.0108 Sportverbände und andere Organisationen

Streichen

Antrag der Minderheit

(Carobbio Guscetti, Rechsteiner Paul, Stöckli, Thorens Goumaz)

A231.0108 Sportverbände und andere Organisationen

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la majorité

A231.0108 Fédérations sportives et autres organisations

Biffer

Proposition de la minorité

(Carobbio Guscetti, Rechsteiner Paul, Stöckli, Thorens Goumaz)

A231.0108 Fédérations sportives et autres organisations

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Antrag der Kommission

A231.0109 Internationale Sportanlässe

Streichen

Proposition de la commission

A231.0109 Manifestations sportives internationales

Biffer

Angenommen – Adopté



Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
Département de l'économie, de la formation et de la recherche

704 Staatssekretariat für Wirtschaft
704 Secrétariat à l'Etat à l'économie

Antrag der Mehrheit

A231.0210 Wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit Länder des Ostens
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Français, Gapany, Knecht, Würth)

A231.0210 Wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit Länder des Ostens

Die im Budgetentwurf des Bundesrates für zivile Hilfe an die Ukraine vorgesehenen Mittel werden um 1 894 400 Franken aufgestockt. Diese Hilfe kommt ausschliesslich zivilen Infrastrukturen vor Ort zugute.

Proposition de la majorité

A231.0210 Coopération économique au développement, pays de l'Est
Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Français, Gapany, Knecht, Würth)

A231.0210 Coopération économique au développement, pays de l'Est

Les ressources prévues dans le projet de budget du Conseil fédéral au titre de l'aide civile en Ukraine sont augmentées de 1 894 400 francs. Ces ressources sont destinées uniquement aux infrastructures civiles sur place.

Français Olivier (RL, VD): Mon développement contient les mêmes arguments que ceux que j'ai présentés tout à l'heure. En complément ou plutôt en opposition avec les propos tenus par M. le conseiller fédéral Maurer, nous n'attendons pas l'hiver pour avoir les crédits complémentaires destinés aux moyens affectés à la population ukrainienne et aux moyens nécessaires pour fournir un appui aux infrastructures. Je vous recommande donc de confirmer le résultat du vote sur le Département fédéral des affaires étrangères.

Maurer Ueli, Bundesrat: Wir haben schon einmal darüber gesprochen. Ich begreife, dass man das Bedürfnis hat, hier einzugreifen, zu helfen und zu unterstützen. Wir sind, wie ich das vorhin schon ausgeführt habe, der Meinung, dass dieser Wiederaufbau, diese Hilfe koordiniert werden muss und von konkreten Projekten begleitet werden soll, deren Resultate auch messbar sind. In den nächsten Monaten liegt der Schwerpunkt auf der humanitären Hilfe, und dort haben wir die entsprechenden Kredite gesprochen. Ich bitte Sie also, bei der Mehrheit zu bleiben.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.041/5485)

Für den Antrag der Mehrheit ... 18 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 15 Stimmen

(8 Enthaltungen)

Antrag der Mehrheit

A236.0142 Investitionsbeiträge Entwicklungsländer
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Français, Knecht, Würth)

A236.0142 Investitionsbeiträge Entwicklungsländer

Der in diesem Konto für 2023 neu vorgesehene Betrag von 19 000 000 Franken soll im Jahr 2023 vollumfänglich für zivile Hilfe an die Ukraine verwendet werden.



Proposition de la majorité

A236.0142 Contributions à des investissements, pays en développement
Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Français, Knecht, Würth)

A236.0142 Contributions à des investissements, pays en développement

Le montant de 19 000 000 de francs nouvellement prévu pour ce compte en 2023 doit être entièrement consacré à l'aide civile en l'Ukraine.

Français Olivier (RL, VD): Nous poursuivons le débat pour l'appui à l'Ukraine. Je pourrais aussi répliquer à M. le conseiller fédéral à la suite du vote précédent, en lui rappelant que, sur place, nous avons la Croix-Rouge internationale pour appuyer les projets. Il en va de même pour les investissements de demain. Ces projets se préparent maintenant. Ils ne se préparent pas demain. Si on attend les crédits-cadres, si on attend les crédits supplémentaires demandés par le Conseil fédéral, cela nous amènera à quelle période? Ce ne sera pas avant la session d'été. Ce ne sera pas avant la session d'été que l'on décidera d'allouer des moyens financiers pour permettre tout simplement la réalisation de projets qui doivent se faire en été.

Ces investissements sont fondamentaux et correspondent tout à fait à la déclaration qui a été faite par M. le conseiller fédéral Cassis lors de la conférence de Lugano, à laquelle se sont associés plus de 40 pays, pour assurer des moyens financiers utiles à l'Ukraine dans le but de garantir la reconstruction de ses infrastructures. Je ne peux que vous recommander de suivre la minorité et d'apporter cette aide de 19 millions de francs pour la reconstruction des infrastructures de l'Ukraine.

AB 2022 S 1161 / BO 2022 E 1161

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.041/5486)

Für den Antrag der Minderheit ... 16 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 12 Stimmen

(14 Enthaltungen)

708 Bundesamt für Landwirtschaft

708 Office fédéral de l'agriculture

Antrag der Kommission

A231.0234 Direktzahlungen Landwirtschaft

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Noser

A231.0234 Direktzahlungen Landwirtschaft

Streichen

Schriftliche Begründung

Der Nationalrat hat letzten Donnerstag im Rahmen der Budgetdebatte bezüglich des Agrarbudgets bei den sogenannten Versorgungssicherheitsbeiträgen beschlossen, dass diese zweckgebunden sind und für 2023 nicht gesenkt werden sollen. Das heisst, sie dürfen nicht verwendet werden, um die im Rahmen der parlamentarischen Initiative 19.475 beschlossenen Produktionsbeiträge zu finanzieren. Dies stellt die Umsetzung der parlamentarischen Initiative 19.475, welche das Parlament im Vorfeld der Abstimmung zu den Pestizid-Initiativen beschlossen hat, infrage oder führt zu anderweitigen Umverteilungen bei den Direktzahlungen im Bereich des Berggebiets, des Tierwohls oder der Biodiversität.

Proposition de la commission

A231.0234 Paiements directs versés dans l'agriculture

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Noser

A231.0234 Paiements directs versés dans l'agriculture

Biffer



Noser Ruedi (RL, ZH): Bitte entschuldigen Sie, dass ich zu so später Stunde einen Einzelantrag eingereicht habe. Als Mitglied Ihrer WAK, die ja die Landwirtschaftsgeschäfte vorberät, fühle ich mich berufen, das zu tun. Der Nationalrat hat am Donnerstag eine Ergänzung vorgenommen, welche lautet: "Die Mittel für Versorgungssicherheitsbeiträge belaufen sich auf 1 080 000 000 Franken." Das heisst, er hat diesen Betrag festgeschrieben. Jetzt müssen Sie sich kurz Folgendes in Erinnerung rufen: Als die Gewässer-Initiativen zur Diskussion standen, haben wir hier die parlamentarische Initiative 19.475, "Das Risiko beim Einsatz von Pestiziden reduzieren", beraten. Damals wurde vorgesehen, einen Teil der Versorgungssicherheitsbeiträge solchen Personen zuzusprechen, die Pestizid einsparen, ihre Kulturen anders anbauen oder bedecken, sich anders organisieren. Das war der Auslöser.

Nun steht im Voranschlag, dass die Beträge nicht geändert werden können. Das bedingt, dass der Bundesrat nur zwei Optionen hat. Die eine Option ist eine Verschiebung der Umsetzung des Bundesgesetzes, das aus unserer parlamentarischen Initiative resultierte, und zwar um ein Jahr. Diese Option existiert aber nur auf dem Papier. Das Problem besteht darin, dass sich die Landwirte, die mitmachen wollten, bereits im Oktober eintragen mussten. Ihre Planung für das nächste Jahr – wie sie ansäen, welches Saatgut sie verwenden, wie sie im nächsten Jahr arbeiten wollen – ist also bereits abgeschlossen; unter Umständen haben sie schon das Saatgut bestellt. Wenn das Projekt nicht umgesetzt wird, werden diese Leute also fast betrogen, und sie verlieren jegliche Rechtssicherheit. Es ist also nicht möglich, die Umsetzung um ein Jahr zu verschieben.

Man könnte aber etwas anderes tun: Man könnte Mittel umverteilen. Es geht hier um 2,8 Milliarden Franken. Neben den Versorgungssicherheitsbeiträgen gibt es Kulturlandschaftsbeiträge z. B. speziell für das Berggebiet, Biodiversitätsbeiträge, Produktionssystembeiträge z. B. für das Tierwohl oder für biologische Landwirtschaft usw., Landschaftsqualitätsbeiträge und Übergangsbeiträge. Das heisst, man könnte, damit man das Programm durchführen könnte, bei den anderen Beiträgen die Mittel kürzen. Etwas burschikos gesagt: Man könnte Geld vom Wiesland und vom Berggebiet zum Ackerland umverteilen.

Ich glaube auch nicht, dass die Kommission das möchte. Darum möchte ich heute mit meinem Einzelantrag eine Differenz schaffen. Der Herr Bundesrat hat ja darauf hingewiesen, dass wir ein paar Differenzen schaffen sollten, die wir bis zur Schlussabstimmung mitnehmen können. Ich möchte hier eine Differenz schaffen und der Finanzkommission noch einmal die Möglichkeit geben, über diesen Punkt nachzudenken und uns hier im Rat dann darüber aufzuklären, wie sie nun die Pestizid-Initiative umsetzen möchte bzw. woher sie dann das Geld nehmen oder eben nicht nehmen möchte. Dann hätte sie auch die Chance, gemäss Entwurf des Bundesrates den ursprünglichen Plan zu verfolgen, nämlich die Versorgungssicherheitsbeiträge etwas zugunsten anderer Beiträge zu kürzen, die im Agrarbereich getätigt werden.

Ich bitte Sie, diesem Einzelantrag zu folgen.

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Ici, la commission, par 8 voix contre 0 et 3 abstentions, vous propose de vous rallier au Conseil national et donc de préciser l'attribution des montants sans que cela oppose les différents bénéficiaires. Peut-être que cela pourra encore être précisé par M. le conseiller fédéral.

Au budget 2023, le Conseil fédéral propose un montant de 919 millions de francs pour les contributions à la sécurité de l'approvisionnement. C'est un montant inférieur de 161 millions de francs par rapport au budget 2022. Le montant qui serait ainsi économisé serait ventilé dans les autres contributions spécifiques des paiements directs.

Cette baisse des contributions, qui représente une diminution conséquente des revenus, est une diminution qui ne peut pas être compensée à si court terme. Je vous donne un exemple: pour une exploitation moyenne de 30 hectares, si on passe de 900 à 600 francs, c'est une diminution de revenu de 9000 francs pour 2023.

La proposition qui avait été faite au Conseil national, et qui a été soutenue par la majorité de notre commission, prévoit de demander au Conseil fédéral de maintenir en 2023 les 900 francs par hectare, ce qui n'augmente pas le budget global des paiements directs, mais assure le maintien des autres contributions spécifiques pour 2022.

Cette adaptation, je l'ai dit au départ, ne doit normalement pas avoir d'impact; elle ne doit pas non plus opposer les différents bénéficiaires. A ce sujet, j'entendrais volontiers M. le conseiller fédéral. Cela dit, vu l'actualité, vu les besoins en approvisionnement agroalimentaire, cela ne semble pas être le moment – c'était aussi l'avis de votre Commission des finances –, de diminuer le soutien à la sécurité de notre approvisionnement.

Zanetti Roberto (S, SO): Diese ganze Geschichte war bei den Vorberatungen des Budgets in der Kommission kein Thema. Wir haben uns nicht darüber unterhalten. Am vergangenen Donnerstag hat dann eine ausserordentliche Sitzung der Finanzkommission stattgefunden; ich konnte leider nicht teilnehmen. Dort hat man diese neu geschaffene Differenz zum Nationalrat, ich sage jetzt einmal, relativ locker vom Tisch gewischt. Ich habe



das Protokoll gelesen. Ich würde sagen, man hat die ganze Sache nicht mit der notwendigen Tiefenschärfe analysiert. Kollege Noser hat dargelegt, was die Auswirkungen wären. Es ist nicht immer so, dass Noser und Zanetti gleicher Meinung sind, (*Heiterkeit*) aber da muss ich sagen: Er hat zu hundert Prozent recht. An den Beträgen ändert sich nichts. Jetzt könnte man denken, das sei etwas Budgetkosmetik. Das ist es aber nicht, sondern es ist ein ganz tiefer Schnitt in die Landwirtschaftsstrategie des Bundesrates. Nehmen Sie ein anderes Beispiel: Rüstungskredite. Der Bundesrat hat eine Idee, wie unsere Armee aufgestellt werden sollte, und beantragt uns, Kampfdrohnen zu kaufen. Die Kommission beschliesst dann wirklich handstreichartig: Statt Kampfdrohnen kaufen wir Kampfstiefel. Das kann man machen, aber dann müsste man wenigstens fairerweise die

AB 2022 S 1162 / BO 2022 E 1162

zuständige Departementschefin anhören. Das ist hier nicht passiert. Am Donnerstag war der zuständige Bundesrat mit seinen Fachleuten nicht anwesend. Mir scheint, es wäre, abgesehen von den inhaltlichen Gründen, die Kollege Ruedi Noser bestens dargelegt hat, auch ein Gebot der Fairness, dass wir für einen solch tief gehenden Einschnitt in die landwirtschaftspolitische Strategie des Bundesrates den zuständigen Departementsvorsteher mit seinen Fachleuten anhören. Deshalb bitte ich Sie, dem Einzelantrag Noser zuzustimmen. Dann haben wir eine Differenz, und dann kann die Kommission diese Frage noch vertieft anschauen und im Austausch mit dem zuständigen Departementschef genau klären. Allenfalls kann man dann so weiterfahren, wie es jetzt die Kommissionsmehrheit beantragt, oder aber man kommt auf den Boden zurück und sagt: Doch, wir haben mit der parlamentarischen Initiative 19.475 im Zusammenhang mit der Pestizid-Initiative ein politisches Ehrenwort abgegeben, und dieses hat dann auch budgetmässige Auswirkungen. Ich bitte Sie aus Gründen der Fairness gegenüber dem Departement und seinem Vorsteher und seinen Mitarbeitenden, hier eine Differenz zu schaffen und dem Einzelantrag Noser zuzustimmen.

Stark Jakob (V, TG): Ich bin nicht so sicher, Herr Zanetti, ob dann im Rahmen des Differenzbereinigungsverfahrens die notwendige Klarheit geschaffen werden kann. Was einfach festgestellt werden muss, Herr Noser, ist, dass es nicht die Umsetzung der Pestizid-Initiative ist; diese wurde abgelehnt. Es geht darum, ob die parlamentarische Initiative umgesetzt wird – um das geht es. Es sind wieder Vorstösse eingereicht worden, das wissen Sie; sie wurden im Ständerat gutgeheissen und sind jetzt im Nationalrat. Es verzögert sich also auf jeden Fall.

Was ich Ihnen einfach sagen möchte: Wofür sind diese Versorgungssicherheitsbeiträge? Sie werden zur Erhaltung einer sicheren Versorgung der Bevölkerung mit Nahrungsmitteln ausgerichtet, der Basisbeitrag stellt eine Grundproduktion sicher. Ich sage das jetzt aus folgenden Gründen: Sie wissen auch, dass die Kosten im vergangenen Jahr enorm zugenommen haben, auch für die Landwirtschaft. Die Versorgungssicherheit ist ein wichtiges Thema. So, wie sich die Ausgangslage jetzt präsentiert, wird es so sein, dass man das alles im Jahr 2023 nochmals gründlich anschauen muss und diese Entscheide dann wahrscheinlich eher in Richtung 2024 zu fällen sind.

Wenn Sie jetzt kürzen, wie Kollege Noser es vorsieht, dann haben wir überhaupt keinen Spielraum mehr. Wenn Sie den Spielraum so belassen, dann können in den insgesamt 2,8 Milliarden Franken auch die Pflanzenschutzmittel-Beiträge erhöht werden; das ist möglich. Wenn Sie also jetzt dem Antrag Noser zustimmen, dann kürzen Sie die Versorgungssicherheitsbeiträge in einer Phase, in der wir hier noch etwas mehr Offenheit brauchen und die Entscheide etwas verzögern müssen. Deshalb bitte ich Sie, den Einzelantrag Noser abzulehnen.

Hegglin Peter (M-E, ZG): Ich war ja in der besagten Sitzung der Finanzkommission auch dabei. Mir ist es ähnlich gegangen wie Roberto Zanetti.

Hier kam ein Antrag auf den Tisch, der doch recht leichtfüssig daherkam. Auch seitens der Verwaltung wurde aber ausgeführt, es sei möglich, die beantragte Verschiebung vorzunehmen. Diese Verschiebung wird vorgenommen, ohne dass es Budgetveränderungen gibt. Das Budget der Direktzahlungen bleibt mit 2,8 Milliarden Franken gleich. Wenn ich das Budgetbuch 2B auf den Seiten 183 ff. betrachte, sehe ich dort ausgeführt, wie sich die Hauptkomponenten der Direktzahlungen zusammensetzen. Da sind zum Beispiel die Versorgungssicherheitsbeiträge mit 919 Millionen Franken beziffert. Die Kommission sagt, diese seien um 161 Millionen auf 1,08 Milliarden aufzustocken bzw. die Reduktion des Bundesrates sei rückgängig zu machen.

Der Bundesrat hat diese Senkung der Versorgungssicherheitsbeiträge mit höheren Produktionssystembeiträgen kompensiert. Es ist richtig, diesbezüglich laufen aktuell Anmeldungen. Landwirte können sich für diese



Beiträge anmelden. Wir wissen heute aber nicht, in welchem Umfang diese Mittel beansprucht werden. Es ist sehr wohl möglich, dass diesbezüglich Kreditreste übrig bleiben werden.

Wenn ich den Antrag Noser richtig verstehe, möchte er Flexibilität gewähren. Das heisst, er möchte sich nicht auf diese Aufschlüsselung auf Seite 184 des Budgetbuches 2B beziehen, sondern die Mittel sollen gemäss Notwendigkeit bzw. Anmeldung in den entsprechenden Programmen dann verwendet werden. Wenn das so zu verstehen ist, kann ich dem Antrag Noser zustimmen, wenn er aber als Kürzung, als Kürzung um die 161 Millionen Franken zu verstehen wäre, müsste ich ihn ablehnen.

Gerne möchte ich, dass diesbezüglich noch Klarheit geschaffen wird, entweder durch den Antragsteller oder dann durch den Herrn Bundesrat.

Salzmann Werner (V, BE): Nur ganz kurz eine Ergänzung: Ich bin mit den Rednern, auch mit Herrn Zanetti, einverstanden, dass wir diese Umlagerung machen müssen. Aber die Vergangenheit hat es gezeigt: Jede Reform bzw. Umstellung auf ökologisierte Beiträge braucht ihre Zeit. Es braucht Zeit, bis die Bauern die Einbussen beim Einkommen kompensieren können. Mit diesem Schnitt, wenn wir ihn so machen, ist das nicht kompensierbar. Sie haben es von der Kommissionssprecherin gehört: Für einen 30-Hektaren-Betrieb macht das 9000 Franken pro Jahr. Das ist nicht nichts.

Deshalb bitte ich Sie wirklich, bei diesem ersten Jahr noch beim Antrag der Mehrheit zu bleiben.

Noser Ruedi (RL, ZH): Entschuldigung, dass ich zweimal spreche, aber Herr Hegglin hat mich angesprochen. Ich möchte genau das, was Herr Hegglin gesagt hat. Die Mehrheit des Nationalrates will eine feste Bindung dieses Betrags vornehmen. Es gibt ja jetzt eine Ausschreibung. Die Landwirte werden sich bewerben. Es ist – passen Sie auf – ein freiwilliger Absenkpfad. Es ist nicht so, dass er gesetzlich vorgegeben ist. Das Gesetz kommt erst, wenn er nicht funktioniert. Sie können die Landwirte, die bei diesem Projekt mitmachen, nicht einfach am langen Arm verhungern lassen.

Kollege Stark hat gesagt, dass es andere Bereiche gibt, in denen man Einsparungen machen kann. Das habe ich ja in meinem Votum gesagt! Aber dann machen Sie Umverteilung, Sie geben von anderen Orten her mehr Geld in den Ackerbau. Woher kommt das Geld? Es kommt aus dem Wiesland, aus dem Berggebiet, aus der Viehzucht, aus der Biodiversität und so weiter und so fort. Ich glaube, das möchte der Rat mit einer festen Bindung nicht einfach eins zu eins so beschliessen.

Darum bin ich der Ansicht, dass man diese Flexibilisierung zulassen soll. Übrigens kann die Kommission – das hat Kollege Zanetti richtig gesagt –, wenn sie zum Schluss kommt, dass der Beschluss doch richtig ist, das im Rat noch einmal erläutern. Dagegen habe ich nichts.

Maurer Ueli, Bundesrat: Es geht hier nicht primär um Finanzpolitik, sondern um Agrarpolitik. Der Nationalrat möchte ja rund 160 Millionen Franken mehr zugunsten der Versorgungssicherheitsbeiträge festschreiben. Das ist die Differenz. Eigentlich könnte man sagen, es sei ein Interessenkonflikt zwischen Versorgungssicherheit und Umweltschutz.

Der Bundesrat plädiert dafür, den Einzelantrag Noser zu unterstützen. Dann könnte das Thema mindestens noch einmal entsprechend diskutiert werden. Denn die Umsetzung der parlamentarischen Initiative 19.475, "Das Risiko beim Einsatz von Pestiziden reduzieren", der zugestimmt wurde, ist unterwegs. Dieser Interessenkonflikt besteht.

Ich kann diese Frage aber, ehrlich gesagt, auch nicht abschliessend beurteilen. Vielleicht würde das Schaffen einer Differenz dazu führen, dass man das im Nationalrat noch einmal diskutiert. Es geht schon um Geld, aber nicht um mehr Geld. Mehr Versorgungssicherheit oder mehr Umweltschutz, das scheint mir die Frage zu sein. Diese Frage wage ich nicht abschliessend zu beurteilen, denn das ist Agrarpolitik und nicht Finanzpolitik.

AB 2022 S 1163 / BO 2022 E 1163

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.041/5487)

Für den Antrag Noser ... 26 Stimmen

Für den Antrag der Kommission ... 15 Stimmen

(1 Enthaltung)



Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 22.041/5488)
Für Annahme des Entwurfes ... 41 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(1 Enthaltung)

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2024–2026
4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2024–2026

Eintreten ist obligatorisch
L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Mehrheit
Bst. a-c
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Herzog Eva, Carobbio Guscetti, Ettlin Erich, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Bst. a

a. 305 Schweizerisches Bundesarchiv

LG1: Informationsmanagement

– Neue Messgrösse: (Physische) Öffnungszeiten des Bundesarchivs (Tage/Woche)

– Neuer Sollwert: FP 2024: 4; FP 2025: 4; FP 2026: 4

Art. 2

Proposition de la majorité

Let. a-c

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Herzog Eva, Carobbio Guscetti, Ettlin Erich, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Let. a

a. 305 Archives fédérales suisses

GP1: Gestion de l'information

– Nouveau paramètre: Heures d'ouverture (physiques) des Archives fédérales (jours/semaine)

– Nouvelle valeur-cible: PF 2024: 4; PF 2025: 4; PF 2026: 4

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité



Art. 3–5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Gemäss Artikel 74 Absatz 4 des Parlamentsgesetzes findet in diesem Fall keine Gesamtabstimmung statt.

5. Bundesbeschluss III über die Entnahmen aus dem Bahninfrastrukturfonds für das Jahr 2023

5. Arrêté fédéral III concernant les prélèvements sur le fonds d'infrastructure ferroviaire pour l'année 2023

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 22.041/5489)

Für Annahme des Entwurfes ... 38 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

6. Bundesbeschluss IV über die Entnahmen aus dem Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrsfonds für das Jahr 2023

6. Arrêté fédéral IV concernant les prélèvements sur le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération pour l'année 2023

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 22.041/5490)

Für Annahme des Entwurfes ... 41 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

AB 2022 S 1164 / BO 2022 E 1164